

INFORMATIONS

CORRESPONDANCE

OUVRIERES

le Numéro : 1 Franc - MENSUEL

N° 88 DÉCEMBRE 1969

SOMMAIRE

Italie	1
Hollande	4
Des camarades et des groupes	7
Irlande	13
Correspondance	15
Liaisons internationales	23
Publications	24

Directeur de la Publication : P. BLACHIER
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

ITALIE

(textes de camarades italiens - 26 octobre 1969)

UN AUTOMNE CHAUD, TOUJOURS PLUS CHAUD

L'Italie est, cet automne, dans un bouleversement complet. Ces derniers jours, dans le contexte des négociations contractuelles, les grèves se sont étendues à chaque secteur de la vie italienne. Pour les métallos, l'industrie chimique et le bâtiment (environ 3.000.000 en tout) les négociations ont été ouvertes, alors que les travailleurs sont en pleine lutte. En même temps, d'autres secteurs explosent, une grève de 4 jours (nationale et totale) des postes, une grève nationale d'un jour des moyens de transports urbains, etc...

Et ce ne sont pas les vieilles grèves habituelles. Au cours de ces dernières semaines, l'agitation dans l'industrie chimique et chez les métallos, a atteint de nouveaux niveaux de prise de conscience. La « police syndicale » essaie de garder ces grèves sous son contrôle afin d'être acceptée à la table des négociations comme ayant la confiance des travailleurs. Pour essayer d'obtenir cette confiance, les syndicats ont été contraints à transférer les grèves de l'extérieur (ouvriers, restez chez vous, piquets de grève, etc) de l'usine, à l'intérieur (extension et escalade de la lutte). La conséquence de ce transfert : les travailleurs dès lors peuvent contrôler la situation. Pour le patron, c'est un début de mauvaise augure, le pouvoir ouvrier va pouvoir s'étendre d'autant mieux dans l'usine. Pour les syndicats, cela signifie le commencement d'une dialectique nouvelle et dure avec les travailleurs. Chez FIAT, à Turin comme à Milan, chez Pirelli et dans d'autres points avancés en Italie, on voit pour la première fois des employés forcés à participer aux grèves ouvrières. A Mirafiori, lors du dernier assaut des ouvriers des lignes de montage contre le bâtiment

des employés, 1 000 de ces derniers ont été contraints à quitter leur travail.

Le mouvement ouvrier est demoins en moins touché par la logique des syndicats. Ceux-ci, au lieu de procéder à une grève articulée, atelier par atelier, ont donné le nom de « grève articulée » à leurs arrêts de travail de 4 heures, décidés par tous les ateliers en même temps. Cette façon de procéder permet au patron de ne perdre que 4 heures de production, tandis que tous les ouvriers perdent leur salaire intégral pour le même temps. Les ouvriers ont très bien compris la différence entre leurs luttes et celles des syndicats et ils multiplient les manifestations d'autonomie. Le plus récent exemple est celui de samedi 25 octobre à Mirafiori. Le 24, une grève de 24 h. avait été proclamée par les syndicats. Les ouvriers, irrités par les difficultés toujours croissantes, qu'ils ont à « nouer les deux bouts », irrités aussi par le fait que des « jaunes » avaient travaillé le 24, bloquent tout Mirafiori par une décision tout à fait indépendante de la volonté syndicale.

On constate actuellement l'impact du mouvement ouvrier de masse autonome des ouvriers (et étudiants) sur toutes les sphères de la vie italienne. Le gouvernement, par exemple. Les explosions de masse ont accéléré la crise du gouvernement. Au cours de la première moitié de juillet, la coalition de centre-gauche (Démocratie-chrétienne, P.S.I., Parti Républicain), au gouvernement depuis trois ans, croule à la suite de la scission opérée dans le P.S.I. (3ème parti, selon le nombre des voix, 14 % en Italie), par le P.S.U. Après un mois de confusion, la D.C. (parti le plus grand, 36 % des voix) propose un gouvernement « monocolor », accepté après de longues discussions comme devant être une solution à court terme permettant de mettre sur pied un autre gouvernement. Le 22 octobre, le groupe majoritaire de la D.C. provoque une scission à l'intérieur

du parti. Ce groupe avait contrôlé le parti depuis 1959 et par son écroulement, il met son alliance politique avec la classe dominante, dans la plus complète confusion.

Le P.C.I. (2ème parti en importance, 27 % des voix) espère que la situation actuelle lui donnera une chance de manœuvre en vue d'une « nouvelle majorité ». Mais ceci demande beaucoup d'habileté. La récente acquisition de la Lancia par FIAT, donne un exemple intéressant de l'attitude du P.C.I. L'absorption de la Lancia par FIAT, avec la connivence du gouvernement a été un sale petit jeu de pouvoirs des monopoles. La seule chose que le P.C.I. a pu faire, en fonction de ses aspirations à une « nouvelle majorité » (qui serait un gouvernement de gauche avec participation communiste), furent quelques gromellements à propos de la nécessité d'une planification nationale. De pareilles équivoques ne servent qu'à baisser dans l'estime des mouvements de masse travailleurs-étudiants.

Il serait faux, toutefois, de considérer le *patronat* comme étant une force unie. En Italie, les négociations ont lieu au niveau national, entre la *Confindustria* (syndicat patronal) et les syndicats de chaque secteur particulier. Des contradictions se sont développées entre les intérêts et les nécessités des grandes entreprises technologiques (FIAT, Pirelli, etc...) et les entreprises de moyenne grandeur, qui doivent négocier les contrats nationaux ensemble. Ces contradictions tiennent en partie aux marchés sur lesquels opèrent la grande industrie (marchés nationaux et internationaux) et la moyenne industrie (marchés nationaux seulement). Par dessus tout, ces contradictions sont dues aux différents types d'organisation du processus de production. Tandis que les grandes entreprises basent leur production sur le développement technologique et la croissance du marché, les firmes de moyenne importance ont conçu leurs marchés en fonction du coût le plus bas et ont donc des structures aussi peu onéreuses que possible. Il leur faut donc maintenir des salaires bas. Pour les secteurs avancés, de modestes concessions de salaire ne posent pas de problèmes sérieux. Ces concessions peuvent être absorbées technologiquement par l'augmentation des cadences de travail. Pour les petites entreprises, une augmentation des salaires peut mener au désastre ou à l'absorption par de plus grandes firmes.

Politiquement, les industries de vieux style formaient, jusqu'à il y a peu d'années, un bloc puissant dans la *Confindustria*. Actuellement, cependant, plus puissants économiquement, ceux dont le secteur est parmi les plus avancés (particulièrement Agnelli de FIAT), détiennent le pouvoir. Ceci veut dire que les augmentations de salaire seront accordées dans le but d'apaiser au moins temporairement les ouvriers. Mais les contradictions demeurent. Tout d'abord, les nouveaux chefs de file doivent présenter l'image de ceux qui protégeront le système capitaliste, et, par conséquent, qui ne seront pas trop larges avec les revendications ouvrières. Plus important est le problème du marché international. Les marges de concessions, même dans le secteur avancé, ne sont pas très grandes. En fait, même les augmentations de salaire « libérales » font monter le coût de la vie, et celui-ci, combiné avec les nécessaires augmentations de rythme de production, fait monter la tension ouvrière.

Pour terminer, et comme faisant partie du même processus, les mouvements d'extrême-gauche ont été jetés eux-aussi dans la confusion (voir document annexe).

DEBAT SUR « IL MANIFESTO » (1) A L'INTERIEUR DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN (2)

Tout est parti du XIIème Congrès du P.C.I., à Bologne, en février 69. Le Congrès réaffirmait les principes du P.C.I., son rôle et ses devoirs, il ne proposait pas de critique de fond. Dès juin 69 vint la réplique : le premier numéro de *IL MANIFESTO*, dont s'occupent certains membres du Comité Central du Parti, dont Rossana Rossanda. A fin juillet, le Comité Central décida la convocation d'une commission pour étudier le problème que présente l'existence de *IL MANIFESTO*. La Commission se réunissait les 2, 9 et 10 octobre, avec, parmi ses membres, trois des rédacteurs de cette revue : Rossanda, Natoli et Pintor.

IL MANIFESTO, VU PAR SES AUTEURS

Cette revue est née de l'hypothèse que, à l'origine de la fêlure provoquée par l'unité du parti, il y a des processus sociaux et politiques réels, et qu'une recomposition de l'unité ne peut que passer à travers une confrontation politique et idéologique de fond, avec des instruments nouveaux et autonomes. La question est de choisir la façon d'être du parti.

Nous pouvons diviser le débat entre *IL MANIFESTO* et le P.C.I. en trois points que nous retrouverons dans les thèses des deux parties en présence :

1. le parti sur le plan national
2. le parti sur le plan international
3. problèmes de forme.

1. *IL MANIFESTO* part de la conviction que nous sommes en présence d'une crise sociale exprimant un besoin de transformation et qui pose la question du pouvoir dans des formes différentes que la traditionnelle alternative entre insurrection et déplacement de la majorité politique sur le plan parlementaire. En effet, dans la situation actuelle italienne, le P.C.I. devrait plus se préoccuper de créer une organisation de masse, et au niveau des usines, plutôt que de se préoccuper essentiellement de son accession au gouvernement. Actuellement le P.C.I. ne fait que déléguer ses pouvoirs au syndicat qui lui s'adresse aux ouvriers.

2. Sur le plan international, *IL MANIFESTO* voit des origines structurelles à la crise de l'unité du mouvement communiste et à l'ensemble de difficultés du socialisme européen. On a vu les contrastes existant entre la Chine et l'U.R.S.S. sur la question du rôle de l'Etat, du parti, de la nature même du socialisme. Ce contraste se vérifie dans la lutte sous des formes diverses en Tchécoslovaquie et en Chine. On ne peut pas se contenter d'affirmer une solidarité avec les pays socialistes représentés par leurs groupes dirigeants et ne pouvant attendre des changements qu'à ce niveau. Les pays socialistes auxquels est lié le P.C.I., sont devenus, on l'a vu, des puissances impérialistes. *IL MANIFESTO* dit ne pas vouloir proposer un « fractionnisme international », mais il veut montrer que dans ces pays, on se limite à des changements de sommet. Pour parvenir à de plus amples transformations, « il faudra utiliser la dialectique des

(1) *Revue mensuelle de la gauche du P.C.I. dont le premier numéro est sorti le 1er juin 1969. Ses auteurs veulent faire passer (chose qui peut paraître curieuse) un refus complet du parti, à l'intérieur de celui-ci*

(2) *Inscrits : Au P.C.I. en 1968 : 1.502.862 (en continuelle diminution depuis 1954 : 2.145.317 inscrits)
Au F.G.C.I. (Fédération de la Jeunesse Communiste Italienne) : 125.438 en 1969 (contre 358.126 en 1956).*

forces sociales libérées dans le développement socialiste et dans la plénitude des pouvoirs directs, ceci par la restauration de la démocratie prolétarienne ».

3. Des points soulevés ci-dessus, dérive le problème du parti. La question, dit IL MANIFESTO, est d'investir un rapport nouveau entre parti et classe, avant-garde et masse, et de remarquer que la forme actuelle du parti ne convient plus à ce rapport et ne peut plus être représentée comme étant la forme idéale. Rossana Rossanda, dans son article du n° 4 de IL MANIFESTO, dit que chez Marx, à l'inverse de Lénine, : « l'organisation n'est jamais considérée comme autre chose qu'un moment éminemment pratique, un instrument plastique et en mouvement, un reflet de ce qui est le seul objet réel de la rénovation : le prolétariat. L'organisation l'exprime et ne le précède pas ».

IL MANIFESTO, présente le problème de la création d'une nouvelle organisation, en trois points :

a) Une structure de base : le passage d'une organisation fondée sur les sections territoriales, à une structure fondée sur les lieux de travail, est la clé du renouvellement du parti ;

b) La sélection des dirigeants : le problème est de donner aux institutions un caractère tel qu'elles tendent à disparaître. Ceci implique une démocratie interne, une intervention majeure de la base dans le choix des dirigeants ;

c) Le choix de la ligne : la démocratie du parti se mesure à celle des mécanismes de formation de la ligne politique. Ce choix se fait en fonction du rapport existant avec le mouvement et avec la lutte.

PRISE DE POSITION OFFICIELLE DU P.C.I. (« Unita » du 18 octobre 1969)

« Le Parti est l'expression de la réalité et il est l'instrument pour la transformation de celle-ci. Ceci seulement est l'interprétation non idéaliste et non sociologique qui doit être à la base de tout renouveau du parti », a souligné Natta, membre de la Commission du Comité Central (dont le discours a été accepté comme étant la position officielle du P.C.I.).

Le P.C.I. n'expulsera pas les « fractionnistes », en ce moment tactique de rassemblement de toutes les forces de la gauche en vue de la majorité au gouvernement. Le but étant le pouvoir parlementaire, la tactique est de suivre une ligne « démocratique ». Le P.C.I. au pouvoir donnera une réponse aux problèmes internes comme externes.

1. Le parti sur le plan national : Par son entrée au gouvernement, et la poussée à gauche qu'il provoquera alors le parti sera en mesure de donner une réponse aux luttes de masse qui prennent toujours plus d'ampleur.

2. Le parti sur le plan international : l'internationalisme permet une lutte efficace contre l'impérialisme et le fascisme. L'internationalisme ne veut pas dire l'union aveugle de tous les partis ; il doit permettre une autonomie des partis nationaux, laissant la place à des prises de position différentes (le P.C.I. a critiqué le P.C. soviétique lors de l'occupation de la Tchécoslovaquie).

Natta dit, à propos de l'internationalisme : « Le parti doit réaffirmer ses grands choix quant à ses rapports internationaux, quant à son rapport avec les partis communistes, quant à la stratégie de la lutte démocratique, pour le socialisme, et quant à la nature du parti ».

3. Problèmes de forme : Natta dit encore, au sujet du parti :

« Nous devons porter à un point plus élevé, plus riche, les rapports, les liens du parti avec la classe ouvrière et avec la masse populaire ».

Et encore :

« Nous voulons rester un parti révolutionnaire de masse, et ceci ne sera possible que si nous savons rester un parti uni et discipliné. »

Il dit d'ailleurs au sujet de IL MANIFESTO :

« Ils ont des positions profondément fausses et confuses et font du tort au parti... »

...Peu clair est le discours de IL MANIFESTO au sujet de la nature, la structure d'un nouveau parti ».

Turin, le 24 octobre 1969

LES GROUPES IMPLIQUES DANS LA LUTTE CHEZ FIAT

A Turin, ces jours sont marqués par des scissions à l'intérieur du groupe « Lotta Continua ». Pour présenter la situation actuelle, nous ferons un bref historique des groupes.

MOVIMENTO STUDENTESCO (M.S.) (Mouvement étudiant)

Son existence a commencé en 1967, et, jusqu'à fin 1968, il a intégré tous les groupuscules, les faisant tous participer à la même lutte. Début 69, c'est la crise et l'éparpillement des étudiants en divers groupes. On assiste encore à des luttes au poly et en médecine, mais ce sont des luttes isolées. Le mouvement des lycéens, lui-même, très actif jusqu'alors, entre en crise. Quatre groupes, principalement, se développent depuis le printemps 69 :

1) — L'UNION DES COMMUNISTES ITALIENS, MARXISTES-LENINISTES

Sur le plan national, elle existe déjà depuis le 4 octobre 68 et se développe réellement à Turin à partir de mai 69. Elle attire de nombreux cadres du M.S., à la recherche d'un lieu ou travailler politiquement. Ils trouvent dans l'Union, non seulement un lieu, mais encore une idéologie claire qui leur permet de faire une critique de l'aventurisme dans lequel le M.S. est souvent tombé (surtout vers la fin 68 où il s'engageait dans des bagarres de rue, sans but politique réel).

L'Union propose une organisation, un style de travail sérieux, régulier, mais elle donne, aux problèmes présents, une réponse dogmatique et bureaucratique qui date du P.C.I. des années 40. Elle utilise les pensées de Mao-tse-Toung selon un mode liturgique au lieu de l'interpréter politiquement.

**

A mi-mai, les grèves sauvages commencent chez FIAT.

**

L'intervention des groupes externes est unifiée, l'Union, elle, n'intervient qu'après le 3 juillet, lorsque les luttes diminuent d'intensité.

LOTTA CONTINUA comprend :

2) — DES MILITANTS DU M.S.

qui soutenaient depuis longtemps la lutte ouvrière (en 68, ils avaient créé la LEGA étudiants-ouvriers qui finalement s'est dissoute en constatant qu'elle devenait un groupuscule isolé du mouvement).

3) — LA CLASSE

(qui sort un journal national depuis le début.69). Ce groupe, traditionnellement, a toujours soutenu qu'il fallait étendre les luttes ouvrières en vue d'augmenter la crise économique. Les objectifs, essentiellement d'ordre économique, et la bagarre pour la bagarre sont les caractéristiques de ce groupe dans les luttes chez FIAT.

4) — LES GROUPES DIRIGEANTS DU M.S.

Il n'est entré dans la lutte que lorsque celle-ci avait déjà commencé depuis un certain temps chez FIAT. La conception des dirigeants du M.S. avait été que les luttes étudiantes sont exemplaires car elles font croître les luttes sociales. Une analyse de l'école éclaire les ouvriers sur ce qu'ils ont à faire. Ceux-ci mènent alors leur lutte propre et, au bout d'un certain temps, les deux courants se rejoignent. Pour atteindre les ouvriers, il faut aller les trouver dans les quartiers et non devant les usines.

Ce groupe ne représente pas le mouvement étudiant comme mouvement de masse, celui-ci n'existe plus depuis fin 68.

**

Jusqu'au moment de l'ouverture des luttes contractuelles (septembre 69), les syndicats avaient été complètement dépassés par les grèves sauvages. En revanche, dès l'automne, ils reprennent la situation suffisamment en main pour qu'une grande partie des ouvriers qui s'étaient ralliés à Lotta Continua, n'en voient plus l'utilité et acceptent la plateforme revendicative des syndicats (beaucoup plus avancée lors des contrats précédents) et posent simplement comme condition d'obtenir ce qu'elle demande, immédiatement et intégralement.

A partir de ce moment, les divergences se font de nouveau sentir dans Lotta Continua et, à mi-octobre, c'est la scission. On a alors, aux portes de FIAT, des militants représentant quatre positions différentes.

1) — L'UNION

Après les vacances, elle intervient régulièrement aux portes de FIAT et présente les mêmes objectifs que Lotta Continua, ainsi que les mêmes formes de lutte. Les différences d'avec l'actuel groupe de Lotta Continua :

— Elle ne croit pas pouvoir créer actuellement des occasions de lutte qui fassent sauter le système. Elle voit son action à plus long terme

— Elle parle du socialisme, d'idéologie, du sens de ces luttes.

— Elle parle de parti, l'Union sera le nouveau parti révolutionnaire.

2) — LOTTA CONTINUA

Elle a les mêmes objectifs de lutte qu'avant la scission, mais en plus elle veut susciter partout des possibilités d'élargir la lutte pour la faire échapper des mains des syndicats. Ceci l'amène à :

- a) donner une signification généralement exagérée à n'importe quelle petite lutte
- b) changer toujours de centre d'intervention (usine,

quartier, école...) en fonction du moment le plus favorable à la bagarre

- c) centraliser sur le plan organisationnel et avoir un noyau de gens capables d'utiliser les situations les plus chaudes
- d) élargir la lutte au plan national par la création d'un journal
- e) établir une certaine discipline dans le groupe turinois en procédant à l'expulsion de ceux qui ne sont pas d'accord avec les points sus-mentionnés.

3) — LA CLASSE

En ce moment elle ne pense pas pouvoir faire sauter le contrat pour faire passer les objectifs des ouvriers, leur manifestation d'autonomie. Elle a donc sur ce plan une attitude réaliste, étant donné que les ouvriers eux-mêmes veulent cela. Elle pense qu'il faut contraindre les syndicats à tenir leurs promesses, et organiser les ouvriers en vue de manifestations autonomes qui continueront après l'échéance contractuelle.

Pour réaliser ces objectifs, la Classe ne pense pas qu'il soit nécessaire de donner des éclaircissements sur les problèmes politiques. Elle préconise une coordination sur le plan national.

4) — GROUPE SANS NOM PARTICULIER

Il veut partir du niveau ouvrier. Avant les vacances, le groupe d'ouvriers était, par sa qualité et sa quantité, en mesure d'exprimer une certaine autonomie, tout au moins respectivement au syndicat. Il a voulu, d'autre part, avoir une certaine autonomie par rapport aux étudiants et à la bureaucratisation qui commençait à se faire sentir (création, par quelques uns, d'un journal national disant exprimer les idées de l'assemblée de Lotta Continua). Les ouvriers décident alors de faire des assemblées sans les étudiants, dans le but d'apporter des idées communes et claires dans les assemblées générales. Répression de la part de Lotta Continua qui interdit l'existence du groupe d'ouvriers seuls. Une partie des étudiants, voulant prendre le groupe d'ouvriers comme référence, n'accepte pas l'attitude de Lotta Continua.

Au niveau étudiant, ce nouveau groupe ne veut pas être un groupe dirigeant alternatif, mais veut établir un rapport réellement politique avec la classe ouvrière. La ligne doit être décidée en commun par les ouvriers et les étudiants.

**

Les trois premiers groupes sont organisés au niveau national, le quatrième pourrait certainement trouver des gens qui pensent comme lui sur le plan national, mais, il souhaite une expansion, il ne veut pas arriver à une centralisation.

**

Cette présentation des groupes a été faite selon le point de vue du dernier groupe dont nous parlons.

L'équipe qui s'occupe de cette correspondance en français n'est pas d'accord à l'unanimité avec ce point de vue.

HOLLANDE

GREVE DANS L'INDUSTRIE DU CARTON

REFLEXIONS SUR LE ROLE DES MINORITES
« SYNDICALES » DANS LA LUTTE DE CLASSES

A un intervalle de 4 ans, il y a eu deux grèves dans

l'industrie du carton concentrée dans le Nord de la Hollande (Province de Groningen). Entre ces deux grèves, on peut relever des différences très caractéristiques et très instructives. En 1965 comme en 1969, les ouvriers se

mirent en grève contre la volonté des syndicats ; ce fut pratiquement leur seul point commun d'être des grèves sauvages. La première fois, les ouvriers formèrent leur propre comité de grève et luttèrent seuls sans subir aucune influence d'un côté ou d'un autre ; la grève, dès le début, fut illimitée. Par contre, en septembre et octobre 1969, ils firent des grèves tournantes sur la recommandation d'un politicien local du Parti Communiste Néerlandais (P.C.N.) qu'ils avaient invité dans leur comité de grève et qui y joua plus ou moins le rôle de porte parole. En 1965 comme en 1969, ce fut la condition des ouvriers qui fut la cause de la grève : comparé au reste de la Hollande, le Nord est un pays sous-développé. Les salaires y sont plus bas qu'ailleurs ; il est plus difficile d'y trouver du travail que dans l'ouest ou dans les autres parties industrialisées de la Hollande. L'industrie du carton se trouve dans l'Est de la province de Groningen, répartie dans plusieurs petites villes. Selon les patrons et l'institut de recherches économiques provincial, la position de cette industrie serait assez mauvaise. Mais on doit ajouter qu'il s'agit d'une position toute relative et en comparaison avec d'autres industries : pendant la grève, un hebdo hollandais a dévoilé les profits qu'on y a fait pour les dernières années, lesquels étaient en fait assez élevés.

Les syndicats ont toujours signé dans cette industrie, des contrats collectifs annuels partant du 1er janvier. En 1965, le contenu du contrat fut la cause directe de la grève. Le syndicat n'avait pas réussi à conclure un nouveau contrat correspondant à ce que voulaient ses membres. Les patrons avaient refusé toute amélioration de salaires et toute autre revendication. Vers la fin de mars 65, il n'y avait pas encore de nouveau contrat. Les pourparlers s'éternisaient. Voilà pourquoi, au début d'avril, les ouvriers se mirent en grève. Leur action se dirigea en même temps contre leurs patrons et « leurs propres organisations ». Tout de suite, la bureaucratie syndicale se prononça contre et fit de son mieux pour tout stopper et faire reprendre le travail. Les ouvriers en lutte ne les écoutèrent pas. Ce fut à l'entreprise Union à Oude Pekela que le débrayage commença. Dans les 36 heures, 12 et 15 entreprises de la région étaient en grève. Les grévistes marchaient de bourg en bourg pour manifester devant les usines où le travail n'avait pas encore cessé : dès que les portes étaient ouvertes, leurs camarades de travail répondaient tout de suite à leur appel à la grève.

La bureaucratie syndicale, inactive pendant un mois, se pressa de remettre tout « en ordre ». De grands meetings furent organisés à l'hôtel Saker à Oude Pekela, pour dire aux ouvriers qu'il leur fallait à tout prix reprendre le travail. Cet appel déclencha de violentes réactions du côté des ouvriers. Déjà, avant la réunion, des conflits opposaient ouvriers et bureaucrates. Ceux-ci avaient imaginé, pour vaincre la résistance ouvrière, utiliser un vieux truc : ils annoncèrent que seuls seraient admis à la réunion les ouvriers organisés, c'est-à-dire les seuls membres des trois syndicats (1). Les ouvriers syndiqués exigèrent que tous les ouvriers non organisés soient admis et la bureaucratie syndicale fut obligée de céder. Ce résultat du vote fut alors tout autre que ce qu'ils avaient espéré. Tout appel à une reprise du travail fut rejeté par les ouvriers : ceux-ci chassèrent finalement les chefs de l'estrade et poursuivirent la réunion sans eux. Pour parvenir à leurs fins, les bureaucrates syndicaux déclarèrent qu'ils ne reprendraient pas contact avec les organisations patronales tant que les ouvriers resteraient en grève. C'est cette menace qui a brisé la grève ; mais celle-ci eut quand même un ré-

sultat, celui de faire incorporer dans le contrat nouveau des revendications des ouvriers.

En septembre-octobre 1969, les choses se passèrent de toute autre façon. La grève reprenait la tactique des grèves tournantes. La force des ouvriers était par conséquent plus faible que pendant l'autre grève. Ils ne marchèrent pas d'un bourg à l'autre pour étendre la grève et l'extension de la lutte fut plus faible que 4 ans auparavant et cela prit beaucoup plus de temps. Il y avait une tendance dans le comité de grève pour une grève illimitée. Mais la majorité suivit le conseil du représentant du P.C.N. et se limita à des grèves tournantes. Le travail était arrêté le lundi de chaque semaine. Il y eut quelques menaces d'élargir l'action à deux jours, mais cela resta lettre morte.

Autre différence : en 1965, l'attitude des grévistes vis à vis des bonzes syndicaux fut beaucoup plus hostile qu'au cours de la dernière grève. En 1969, on retrouve pourtant la même réunion au cours de laquelle les dirigeants syndicaux rencontrèrent la même hostilité de la base, mais l'attitude du comité de grève était différente. Pendant la deuxième grève, le comité de grève ne cessait pas de dire : « c'est la bureaucratie qui est notre ennemie qui trahit les intérêts des ouvriers, mais les syndicats en eux-mêmes sont bons ». Il faut fortifier la position du syndicat pour en éliminer les bureaucrates de maintenant et les remplacer par d'autres qui exécuteront la volonté de la base. On pouvait observer une différence de conscience du côté des ouvriers vis à vis des syndicats. En 65, tous les grévistes se rendaient compte du fossé entre eux-mêmes et la bureaucratie. Chaque tentative pour les duper déclenchait une explosion chez les ouvriers. En 1969, ils gardaient toujours des illusions. Le représentant du P.C.N., Fré Meis disait « Tenez bon » et les syndicats seront forcés de faire ce que vous voulez. Donc, il ne fallait pas que les ouvriers attaquent trop brutalement les syndicats et les illusions syndicales ; en 1969, le comité de grève maintenait de toutes ses forces les mêmes illusions.

Le comité de grève n'était pas composé de la même façon dans les deux grèves. En 1965, il fut élu par les grévistes ; en 1969, ce furent certains activistes syndicaux de la base qui se présentaient comme un comité d'action. Il est incontestable qu'ils avaient également la confiance de leurs camarades mais leurs idées étaient quelque peu différentes de celles du comité de grève de 1965. Que la base se soit rendu compte de ce fait et ait tenté d'influencer ensuite le comité au cours de la seconde grève, apparaît dans l'élargissement du comité de grève, au cours de la grève, par des ouvriers qui furent cette fois élus.

Malgré les illusions sur les syndicats qui continuaient d'exister dans le comité d'action, l'attitude de la base vis à vis des dirigeants, restait bien claire. A une réunion tenue à l'hôtel Dijkstra à Oude Pekela, le dimanche 5 octobre 1969, W. Liefaard, le président du syndicat socialiste avait la parole : il déclara, entre autres : « Nous avons les mains liées par le contrat collectif ». La salle réagit par des exclamations de mépris. « Si je propose à la direction syndicale de soutenir la grève, je n'aurais aucune chance ». Un éclat de rire ironique dans la salle. « Les syndicats veulent que dans l'industrie du carton règnent à nouveau des circonstances normales. Nous voulons jeter un pont entre nous et les patrons. Le pont existera dès que vous terminerez votre grève ».

Dès qu'il a fini, un ouvrier monte sur l'estrade. M. Liefaard proteste, il ne veut pas donner le micro à l'ouvrier. Celui-ci dit « Je t'emmerde, je n'ai rien à faire de tes ordres. Si tu n'es pas d'accord, fous le camp ». La salle applaudit. Alors, l'ouvrier parle : « Moi, je suis militant du syndicat catholique. J'ai assisté à Groningen

(1) Socialiste, catholique et protestant.

aux pourparlers avec les patrons et je peux dire à vous tous que les syndicats nous ont jeté à la poubelle... ».

Liefaard : « Je vous promets encore une fois que nous mènerons des pourparlers assez durs. Donnez-nous la chance de la faire ». Eclats de rire dans la salle. Un ouvrier se lève et crie : « Il y a déjà longtemps que nous avons demandé une réunion avec les chefs syndicaux. On avait réuni 50 signatures, mais il n'y a jamais eu de réunion. Le chef du syndicat régional était introuvable. Voulez-vous discuter avec nous ? ...Je vous demande catégoriquement encore une fois : voulez-vous nous soutenir, oui ou non ? »

Lievaard, le président du syndicat : « Vous soutenir dans cette grève, non, non et non.

**

Il est intéressant de comparer à nouveau les différences et les ressemblances entre les deux grèves 1965 et 1969. Dans les deux cas, la critique des ouvriers sur les syndicats était également dure. En 1965, ils disaient « les syndicats nous abandonnent ». En 1969, ils disent : « les syndicats nous ont jeté à la poubelle ». En principe, c'est la même conviction. Cependant, en 1965 aussi, beaucoup d'ouvriers avaient l'idée que l'attitude des bureaucrates syndicaux devrait être autre que ce qu'elle était en fait. On ne peut pas dire que les ouvriers, en 1969, étaient beaucoup moins conscients que les ouvriers en 1965, et on ne peut pas dire que les ouvriers en 1965 étaient plus conscients que les ouvriers en 1969. Comment comprendre les différences de conscience. On peut les comprendre par les formes de la lutte elle-même. En 1965, lorsque les ouvriers voulaient continuer la lutte tout seuls, ils étaient automatiquement contraints de régler tout seuls leurs propres affaires, et de ce fait toutes leurs illusions syndicales se trouvaient rejetées. Leur propre action a produit, en 1965, une double contradiction entre ouvriers et syndicats : — dans la réalité — dans leur pensée.

En 1969, il n'y a pas une double contradiction, mais une seule et unique contradiction : dans la réalité. Dans leur tête, il reste des illusions que l'on retrouve dans le fait que le comité de grève est composé plus qu'auparavant de gens croyant au mythe syndical. En 1969, le comité d'action insiste sur le point qu'il ne faut pas mettre en danger la position des syndicats. Il répète que les syndicats se mettront du côté des ouvriers, bien que la bureaucratie syndicale ait indiqué assez clairement sa position en rapport avec le contrat collectif. En 1965, les ouvriers disent : « on se fout du syndicat ». En 1969, ils restent comme des suppliants devant les portes fermées du syndicat. Bien sûr, en réalité, il y a des différences entre l'attitude des ouvriers et l'attitude du comité de grève. Mais cette attitude reste voilée car les formes de la lutte étaient moins développées... Par conséquent, pendant cette dernière grève des ouvriers du carton, il y a en réalité trois contradictions :

1. la contradiction entre ouvriers et patrons,
2. la contradiction entre ouvriers et syndicats,
3. une contradiction cachée entre l'opinion du comité de grève et la réalité de l'autre et en ce sens, la dernière grève a été un pas en arrière en comparaison avec la grève de 1965.

**

La grève des ouvriers du carton a rencontré dans le pays une sympathie très étendue. Beaucoup d'ouvriers donnèrent de l'argent pour les grévistes ; on peut dire dans chaque foyer de la province de Groningen. L'attitude du P.C.N. vis à vis de ce soutien financier aux grévistes était caractéristique de sa position politique. En

gros, on peut dire que le P.C.N. avait comme programme : « de l'argent pour les grévistes, d'accord, mais cela doit être par le canal du parti ». Voilà la raison pour laquelle le P.C.N. attaqua violemment les groupes étudiants qui collectaient de l'argent mais qui n'étaient pas du P.C. Le parti craignait que les autres ramassent plus que lui. On ne pouvait échapper à l'impression que, pour le P.C.N., la collecte n'était qu'un moyen de plus pour influencer les formes de la lutte. Il arriva même que l'argent collecté par un comité d'action étudiant, indépendant du P.C.N., soit transmis au comité de grève sous le nom du parti.

**

Autre point caractéristique de l'attitude du P.C.N. ; c'est le fait qu'à une réunion où il était discuté des problèmes de la grève, le P.C. encourageait toutes les critiques sur les dirigeants sociaux-démocrates du syndicat, mais intervenait tout de suite dès qu'on voulait discuter les principes de la tactique syndicale. Autre exemple : le refus, dans des réunions au cours de la grève de donner la parole au représentant du syndicat indépendant « gauchiste » O.V.B.

**

A un certain moment, les patrons ont fait un compromis : ils ont offert aux grévistes une somme de 200 florins (300 F) pour compenser l'augmentation des prix en 1969, augmentation qui était une des causes de la grève. Ils demandaient aussi que les 4 ou 5 lundis de grève soient récupérés le samedi en heures supplémentaires. Le comité de grève a refusé ; les patrons ont abandonné cette prétention et le comité de grève a alors conseillé la reprise, ce qui fut fait. Tout le reste des revendications ne sera envisagé que dans les discussions d'ici la fin de l'année pour le renouvellement du nouveau contrat. Parmi les grévistes, certains ont observé qu'ils n'ont rien obtenu et que les 200 florins correspondent tout juste au paiement des journées de grève. Ils ont quand même accepté de cesser la grève dans l'attente que les syndicats puissent obtenir quelque chose ; le vote pour la reprise fut acquis presque à l'unanimité. Cette attitude peut s'expliquer si l'on sait qu'en 1965 les syndicats ont fini par donner des indemnités pour la grève. Dans les réunions de 1969, le président du syndicat social-démocrate n'a pas manqué d'en parler en se glorifiant que « même après une grève sauvage, les syndicats n'étaient pas aussi méchants qu'on le prétend ». Quelqu'un se leva alors pour dire : « la réalité est différente : les syndicats ont brisé la grève d'abord, ils ont donné un pourboire aux ouvriers ensuite ». Bien qu'ils se servent de ce précédent, il ne semble pas que les syndicats le renouvellent cette fois. Le jeudi 6 novembre 1969, lors d'une nouvelle réunion à Groningen, un bureaucrate du syndicat s'est affronté avec le porte parole des grévistes devant un public composé des ouvriers du carton, des briquetteries (en grève à ce moment). Le fonctionnaire syndical v. d. Ploeg déclarait (la grève était alors finie : « Pas un seul syndicat ne paiera les jours de grève ». La salle était indignée. V. d. Ploeg poursuivait : « Le paiement des jours de grève serait désavantageux pour les ouvriers » (éclat de rire ironique dans la salle) « un contrat collectif lie ceux qui l'ont signé. Une grève est une rupture avec ce qui est accordé par le contrat social. Si le syndicat paie des indemnités de grève, il est alors contre le contrat et cela peut causer un dommage énorme aux ouvriers. L'institution du contrat social en serait déconsidérée ». Le syndicat protestant déclara aussi qu'il ne paierait pas les journées de grève, mais le syndicat catholique prit une position plus habile en déclarant qu'il « donnait peu d'espoir, mais qu'il rechercherait les possibilités d'un paiement ».

Le président du syndicat travailliste Liefaard a préci-

sé dans une déclaration à la presse son attitude future dans les pourparlers avec les patrons : relèvement des basses catégories, augmentation des primes, allongement des vacances,, alors que la grève concernait essentiellement des augmentations de salaires importantes. Les ouvriers regardent la compensation de 200 florins, accordée pour la reprise, comme une augmentation de 20 florins par semaine, à maintenir dans le futur...

* * *

Ce texte vient d'un camarade hollandais ; il décrit une situation courante en Hollande et que nous voyons plus souvent en France depuis mai 68. Certains jugeront sans doute que c'est beaucoup de place accordée à une « petite grève ». Ce n'est pas la dimension de la grève qui compte, c'est ce qu'elle traduit des rapports de force et des contradictions dans le capitalisme moderne entre les différents protagonistes impliqués dans le procès de production. On peut faire le rapprochement avec les grèves actuelles en France, à la différence près (qui n'est absolument pas fondamentale à notre avis), que les rôles ne sont pas tous tenus par les mêmes personnages : le rôle du parti socialiste est tenu, en Fran-

ce, par le parti Communiste et le rôle du parti communiste hollandais (très peu important en Hollande) est tenu ici par les gauchistes. On retrouve, en effet, chez la plupart des groupuscules, la même position de critique de la bureaucratie syndicale alliée à une défense des syndicats considérés fondamentalement comme des instruments de lutte. L'article dégage des faits précis d'une grève, comment les « organisations ouvrières » de remplacement émasculent une lutte tout en ayant l'air de la porter à un débordement des syndicats.

Le président du syndicat catholique J. Mertens a déclaré :

« Si le mouvement syndical ne trouve pas une solution pour la question de savoir comment établir des rapports plus étroits avec les ouvriers, je crains le pire pour le futur du mouvement syndical ». Il constate ensuite que « les trois syndicats hollandais perdent des membres au cours des dernières années » et ajoute « qu'il faut une initiative nouvelle pour rendre les syndicats plus attirants ».

Des camarades et des groupes

GROUPES PARTICIPANT AU TRAVAIL D'ICO

(liste à compléter par les adresses que donneront les camarades)

1. — CHAMBERY - ALBERTVILLE : Groupe dauphinois Chambéry-Albertville : Jacques Peyrache - 9, rue basse du Château - 73 Chambéry.

2. — CLERMONT-FERRAND : Mouvement d'action révolutionnaire spontanée (J. Sabatier - B.P. 209 - Clermont-Ferrand).

présentation : coordination liaisons-informations des groupes autonomes (comité d'action révolutionnaire) sur les usines et les Facs, soutenant les luttes spontanées des travailleurs, dépassant les bureaucraties pour l'auto-organisation dans chaque secteur - par le M.A.R.S. Parallèlement, travail en comités d'études en vue de synthétiser nos actions et d'organiser des réunions d'information théorique.

3. — DORDOGNE : Un camarade demande s'il y a des abonnés à I.C.O. en Dordogne où « j'abite maintenant, ou en Lot-et-Garonne où je vais fréquemment, afin que je puisse éventuellement entrer en contact avec eux ». (s'adresser à I.C.O.).

4. — GRENOBLE : d'Archinoir (voir n° 86, p. 24) : nouveau C.C.P., Jean Francoz, C.C.P. 2367 - 90 Lyon. adresse : Francoz - 29, rue des Champs-Élysées - 38 Grenoble.

Prière aux camarades ou groupes ayant envoyé du courrier ou de l'argent à Archinoir depuis le début du mois d'août à l'ancienne adresse ou à l'ancien C.C.P., de nous écrire pour nous informer de ce qu'ils ont écrit ou de l'argent envoyé, tout cela ayant des chances de ne jamais nous arriver à destination.

5. — LE HAVRE : A.E.I.S., Périer, BP 11.47 - 76 Le Havre.

6. — LYON : Un camarade de Lyon : « On est en train de discuter à Lyon entre quelques copains, sur un certain nombre de « trucs » importants. J'espère qu'il en sortira du positif, plus de cohérence, de coordination, etc... Pour l'instant le vide ». L'adresse suivante : Beriou 2, rue St-Jean - Lyon, peut servir de point de contacts pour les échanges horizontaux.

7. — MARSEILLE : Cahiers du communisme de conseils : Camoin, B.P. 15 - 13 Marseille 12ème.

8. — MONTPELLIER : Séguret - 33, Bonnier de la Mosson, La Paillade - 34 Montpellier.

10. — PERPIGNAN : Liaison information ouvriers, étudiants, lycéens - Pasquier - 46, rue des Cinze Degrés, Perpignan - Réunion tous les samedis à 16 heures.

11. — PARIS : camarades de la région parisienne - réunion courante chaque jeudi à partir de 18 h. - réunions de discussion alternativement le vendredi soir et le samedi après-midi, tous les 15 jours. Tous les camarades peuvent participer. On demande un coup de main pour différents travaux matériels. Ecrire à I.C.O. - 18, bis rue Labois-Rouillon - Paris.

12. — STRASBOURG : un camarade demande s'il existe en Alsace des isolés ou des groupes qui sont en correspondance avec I.C.O., et que ceux-ci entrent en contact avec lui (s'adresser à I.C.O.).

13. — TOULOUSE : Regroupement informations-liaisons étudiants ouvriers - Bruno - 41, rue Camille Desmoulins - 31 Toulouse 04.

Ces camarades demandent que les abonnés ou lecteurs d'I.C.O. de la région Midi-Pyrénées, prennent contact avec eux pour l'établissement de liaisons dans le S.-O.

ORGANISONS NOTRE AUTO-DEFENSE ACTIVE CONTRE LA JUSTICE DE CLASSE

Une trentaine de camarades travaillant dans des groupes de base, dans des entreprises, sur des quartiers ou dans des facultés, viennent de constituer, en liaison étroite avec des avocats, un comité d'action contre la justice de classe et la répression dans la vie quotidienne.

Ce comité d'action dispose d'un local :

73, rue Buffon - Téléphone : 707-49-57

où une permanence d'accueil se tiendra tous les jours de 18 à 20 heures(ou plus, en fonction des besoins).

Devant la constatation que de nombreux groupes ne défendent que leurs militants, ou plus généralement ne s'oc-

cupent que des « bons militants », il ne sera fait là aucune discrimination quant à l'appartenance politique ou la nature du délit. En effet, dans le contexte de crise que nous vivons, il existe un mouvement de révolte individuelle qui riposte à l'oppression de la vie quotidienne et aux attaques policières, par des attitudes « délinquantes » (vols, incendies, drogue...) et pour beaucoup de jeunes, cette critique en actes de la propriété privée et de la normalité bourgeoise, précède souvent une action plus directement politique, ou va de pair avec elle.

Tout camarade qui, pour une raison ou pour une autre se trouve avoir des ennuis avec la justice peut, s'il le désire, se mettre en contact avec la permanence. Il pourra y trouver avocat, médecins, et d'autres camarades pour discuter avec lui des moyens de défense ou de riposte. Des dossiers seront constitués pour organiser une campagne sur les cas les plus graves. Une aide financière pourra également être fournie lorsqu'elle est nécessaire.

Des commissions se constituent pour travailler sur des aspects particuliers : loyers, licenciements, législation du travail... pour constituer des dossiers et éventuellement faire des brochures destinées à ce que chacun puisse se forger ses propres armes et ses instruments autonomes de lutte également sur le front de lutte contre la répression (envoyer des documents, ou prendre contact avec des commissions si vous voulez y participer). Un bulletin sera publié qui fera le point du travail fait et répercutera le maximum de luttes sur ce terrain.

Les assemblées générales de ce C.A. (ouvertes à tous les camarades concernés) se tiendront le LUNDI, à 21 h. 73, rue Buffon.

Diffusons au maximum par tous les moyens (tracts, affiches : 73, rue Buffon - tél. : 707-49-57, tous les jours de 18 heures à 20 heures).

DES CAMARADES DE LA REGION PARISIENNE désirent entrer en contact avec les camarades de N., dont des extraits de tracts ont été publiés dans le n° 85, p. 21 (écrire à I.C.O. qui transmettra).

UN REGROUPEMENT DANS LE SUD-EST ?

Au cours d'une rencontre à Valence, le week-end du 1er novembre, entre des camarades d'origines diverses, il a été envisagé, sur la base de quelques principes communs se rapprochant de ceux d'I.C.O., de tenter d'établir un regroupement liaisons-méditerranée, avec peut-être comme perspective, la publication d'un bulletin régional (ceux que ça intéresse, écrivent à I.C.O. qui fera suivre).

DEMANDE DE LITTERATURE

« De quoi s'agit-il exactement ? A mon avis de s'embarquer dans le prêt et la circulation d'ouvrages serait une entreprise utopique : tâches matérielles trop lourdes, rappels incessants pour le retour des livres ou leur renvoi à d'autres lecteurs, avec pertes nombreuses. Par expérience, et elle est celle de toute ma vie, les prêts et circulation de livres, ça ne peut guère se faire que sur une base locale, et encore, à échelle réduite.

« La solution c'est d'orienter vers la constitution de bibliothèques personnelles pour ceux qui le peuvent, autrement par groupes locaux. Et surtout utilisation des bibliothèques municipales, au besoin en faisant pression sur celles-ci pour l'achat des livres désirés.

« Pour I.C.O. ces conseils une fois fournis, reste à établir une bibliographie, par sujets précis, et autant que possible, composée d'ouvrages récents, même lorsqu'il s'agit de sujets historiques.

« Un exemple : pour la révolution espagnole : Le Broue peut-être aussi le livre de Vernon Richards (quand va-t-il sortir en français).

« Autre exemple : l'impérialisme américain : le bouquin de C. Jullien (l'Empire Américain) - les ouvrages de White (l'homme de l'organisation) - de Galbraith (l'Ere du gaspillage et le Nouvel Etat industriel) - de Lundberg (Riches et superriches) de Mills, de Packard, etc... - pour l'impérialisme nippon : le Brochier et le R. Guillain récent (3ème géant). - pour l'impérialisme russe : il n'y a pas grand chose. C'est chez Perroux avec la coexistence pacifique qu'on trouve le meilleur. Le René Dumont sur kolkhoze et sovkhoses.

« Si c'est ainsi qu'on voit la chose, je vais m'y mettre et rassembler mes souvenirs de lecture, reprendre déjà mes notes de lecture notamment.

« Je pense qu'il faut orienter les copains vers les livres qui permettent l'étude des faits de la réalité la plus actuelle possible. A eux d'exercer ensuite leurs talents d'analystes et de théoriciens.

« Autres sujets : 1) les métamorphoses de la classe ouvrière au cours du siècle, en fonction de l'évolution des techniques de production -- 2) les mutations ou sein des classes dominantes des pays capitalistes et des pays de capitalisme d'état.

« Il faudra mettre de l'ordre là dedans, car ça englobe l'étude de la technocratie, de la bureaucratie, des systèmes hiérarchiques des cadres moyens, etc...

« Est-ce nécessaire de signaler des bouquins sur l'Economie comme celui de Perroux (Economie du 20ème siècle) et d'autres plus orientés (celui de Mandel que je n'ai pas lu) ?

« Une première liste sera-t-elle publiée dans un numéro d'I.C.O. ? Si oui, avec peut-être une introduction signalant entre autres choses que notre souci est de fournir la base d'une documentation absolument nécessaire pour rattacher au concret les discussions théoriques qui pourraient s'engager. »

D'UN CAMARADE DE BORDEAUX (10-69)

Je vous envoie ces quelques réflexions, bien sommaires et brèves, inspirées par ce qui a été dit au cours de la rencontre au sujet de la pratique et de la théorie.

1. - Pas de pratique sans théorie : En effet, en schématisant à l'extrême, soit un activiste rejetant toute théorie ; il a abouti à cela par une réflexion, la théorie n'est pas seulement l'analyse du capitalisme, des buts à atteindre et l'étude des moyens pour y parvenir. Refuser la théorie c'est toujours implicitement théoriser son refus

2. - Le théoricien pur : Qu'il le veuille ou non, il a une pratique, en ce sens qu'il n'est pas désincarné, qu'il est en situation sociale et économique.

Personne ne peut donc éviter de théoriser sa pratique et de pratiquer une théorie, il faut bien prendre conscience si l'on veut atteindre une certaine cohérence. Donner la prépondérance à l'une ou à l'autre, c'est déjà introduire une séparation, c'est aussi faire la preuve de son insuffisance à la fois pratique et théorique. - auto-mutilation - Tant que cela n'est pas assumé, à la fois consciemment et dans les actes, nul ne peut prétendre à être révolutionnaire(ou à le devenir).

Cette condition, si elle n'est pas suffisante, est absolument nécessaire. Ensuite, seulement, on peut se poser les problèmes des buts et des moyens du socialisme, de l'organisation des révolutionnaires, de l'orientation dans un sens révolutionnaire de ses actes et se les poser de façon correcte.

Pour terminer, je pense qu'il ne serait pas inutile d'essayer d'expliciter les liens, l'interdépendance de la théorie et de la pratique. Après tout, la dialectique n'est pas faite pour les chiens.

POUR LES CAMARADES DE PROVINCE
(Un camarade de Paris)

A plusieurs reprises des camarades de province, le plus souvent isolés, ont demandé ce qu'ils pourraient faire pour participer au travail d'I.C.O., indépendamment de leurs possibilités d'intervenir par lettre dans les discussions au sein d'I.C.O., ou d'utiliser I.C.O. comme élément d'information et de discussion dans leur milieu de travail. Malgré leur relatif isolement, ils peuvent apporter, sur le plan de l'information, une contribution utile à l'ensemble des camarades d'I.C.O. Notre première tâche consiste à savoir ce qu'est le mouvement ouvrier et la lutte de classe et à comprendre comment ils se déroulent et se développent dans la société capitaliste moderne. Un tel travail ne peut être fait que sur la base d'informations les plus larges possibles sur les luttes et notamment sur les grèves qui peuvent se dérouler au niveau des entreprises. La grande presse n'apporte qu'une information très réduite quand elle ne fait pas le silence total sur la plupart de ces grèves. Les journaux des groupuscules en parlent plus souvent mais d'une manière parfois aussi déformée que celle que l'on peut relever dans l'Humanité par exemple. Restent les journaux locaux qui, bien qu'entre les mains du patronat local ou d'une organisation politique (parti socialiste ou P.C.), sont quand même contraints de donner un minimum d'informations lorsque leur clientèle est constituée pour une bonne part par les travailleurs concernés par les luttes. Ainsi, en 1963, les journaux du Nord de la France donnaient des informations sur la grève des mineurs beaucoup plus étendues que celles que l'on trouvait dans la presse nationale ; de même les journaux de Lorraine donnent plus de détails sur les conflits qui peuvent se dérouler dans la sidérurgie lorraine. Il ne s'agit pas, bien sûr, de prendre titre quelles ces informations que l'on sait toutes autant parcellaires et orientées que celles que l'on peut avoir par ailleurs : elles ont le mérite d'être plus étendues et de ne pas pouvoir passer sous silence certains faits précis. L'ensemble des informations ainsi recueillies permettent de faire une critique de la lutte et d'analyser, malgré les lacunes inévitables, le sens réel des luttes et leur développement autonome.

Les camarades de province peuvent effectuer tout un travail à différents degrés :

--- s'ils ont connaissance d'une lutte qui se déroule dans leur région, collecter dans les journaux locaux tous les articles sur ces luttes et les adresser à I.C.O. (il est toujours facile de se les procurer, même sans les acheter, auprès de son entourage). Bien sûr s'ils peuvent avoir d'autres informations par des contacts directs avec les travailleurs en lutte, cela pourra être une source beaucoup plus valable pour permettre de décrire le déroulement de cette lutte.

--- ce qui serait plus intéressant c'est que ces camarades eux-mêmes tentent de faire l'analyse critique de la lutte et de montrer comment les tendances autonomes s'en dégagent, pour quelles raisons elles ne parviennent pas à s'exprimer, quel est le rôle des organisations syndicales et des partis politiques, pourquoi ces organisations peuvent jouer un tel rôle dans telle circonstance. Il ne s'agit pas dans de telles analyses de dénoncer mais de tenter de comprendre, d'apporter des explications et de relier ce mouvement à la société capitaliste elle-même et à tous les autres mouvements qui peuvent se dérouler en France et dans le Monde.

D'UN CAMARADE DE LA REGION PARISIENNE (10-69)

Je voudrais, aussi, que tu m'expliques la fonction d'I.C.O., s'il existe des groupes de militants sur une région définie ou si vous vous limitez à sortir une revue.

Je désirerais, avoir aussi, des renseignements sur vos positions envers les différents mouvements anarchistes, communistes libertaires et marxistes-léninistes « révolutionnaires ».

Dans la mesure du possible, est-ce que je pourrai recevoir quelques derniers tracts que vous avez tiré, affiches, ou rapport de vos dernier meeting, si vous en avez déjà fait ?

Etant donné que ça ne fait guère longtemps que je vous connais, je voudrais savoir (décidément, je veux beaucoup de choses...) depuis quand existez-vous en tant qu'I.C.O. ou êtes-vous un ancien groupe reconstitué ?

Réponse à ce camarade

Actuellement I.C.O. est formé d'un ensemble de groupes et de camarades isolés répartis sur toute la France ; ces groupes sont entièrement autonomes, et pour l'instant, leur mode de liaison est l'expression commune et la discussion dans le bulletin mensuel ; celui-ci doit d'ailleurs prochainement être complété par un organe sans périodicité fixe, et à orientation beaucoup plus théorique ; les groupes qui participent au travail d'I.C.O. sont la plupart d'origine récente, formés depuis mai 68 et en partie à composition étudiante ; d'autres noyaux existaient avant et avaient, au contraire, une composition de travailleurs ; il en était ainsi du groupe d'origine, initiateur d'I.C.O., le groupe de camarades de Paris, qui existe depuis une dizaine d'années et qui continue d'avoir un certain rôle coordinateur, bien que progressivement les différentes tâches concernant l'élaboration et la parution d'I.C.O. soient réparties entre les différents groupes. Les camarades ou groupes qui participent à I.C.O. ne se bornent pas, pour la plupart, à la publication d'I.C.O. : que ce soit des camarades travaillant dans des entreprises, des enseignants ou des étudiants, ils ont pratiquement tous une activité propre, à la fois autonome et orientée dans la même direction ; c'est tout ce travail, ou individuel ou de groupe, qui sous-tend la parution du bulletin, à la fois par la collecte des informations et par les discussions qui s'y expriment. Les groupes dont il est question n'ont pas forcément une base géographique, mais plutôt une base affinitaire, sans limite territoriale définie.

Ce que tu nous demandes au sujet des positions d'I.C.O. envers les différents mouvements anarchistes, communistes libertaires, etc..., mériterait des développements assez longs. Il y a à I.C.O. des camarades d'origine marxiste (communistes de conseils) et des camarades d'origine anarchiste (anarchistes communistes) ; ICO ne peut se définir comme une position intermédiaire ou comme une organisation avec des tendances, mais plutôt comme une mise en commun à la fois des expériences politiques et des luttes sociales au sein des entreprises des différents camarades qui y participent : en exprimant ainsi ce qu'ont en commun, les camarades d'I.C.O., on peut dire que l'on caractérise en même temps leur exclusion de la plupart des groupes anarchistes ou marxistes, ou autres, qui tendent à définir un système de pensée et à exiger une adhésion totale à ce système.

Tu nous demandes également de brosser un historique d'I.C.O. Ceci nous entraînerait à de très longs développements, d'autant plus que les camarades qui y participent depuis l'origine, viennent d'horizons très différents et chacun pourrait, en quelque sorte, écrire sa propre histoire.

Réponse à un groupe de camarades

venant d'entrer en contact avec I.C.O.

« Pour les liaisons internationales, nous essayons de mettre sur pied un centre de liaisons, de sorte que chaque camarade ou groupe puisse être rapidement informé ou entrer en liaisons. De toute façon, toutes les publications reçues sont mentionnées dans I.C.O. avec leur adresse. Si vous désirez plus particulièrement des contacts dans tel ou tel pays, nous pouvons vous envoyer les adresses avec les précisions que nous possédons.

« Comme tous les camarades ou groupes en liaison avec I.C.O., vous avez la possibilité de vous y exprimer de plusieurs manières :

.. par l'apport d'informations sur le mouvement ouvrier, et sur les luttes dans votre région, sans limitation ;

.. sur vos propres activités et publications, de manière succincte, sauf si le détail peut intéresser les autres camarades ;

Toutes les publications sont mentionnées dans ICO en vue d'une rediffusion éventuelle.

.. par des « éditoriaux » - trois pages dactylos - publiés dans I.C.O. avec indication de provenance (2 par numéro au maximum) ;

.. par des textes de discussion plus longs diffusés en bloc et ronéotés lorsque leur volume est suffisant - avec annonce dans I.C.O.

C'est notre pratique actuelle, mais ça peut bien sûr se transformer si les camarades en décident ainsi.

L'expérience des différents groupes ou camarades d'I.C.O. est fort diverse. Expérience de boîtes et de nombreuses luttes pour ceux qui travaillent, ouvriers ou employés - expérience de mai et suite, pour étudiants et universitaires - participation à des comités d'action, pour d'autres. Recherche théorique pour pas mal.

Les différents courants sont : communistes de conseils (origine marxiste) et anarchistes communistes. Ce qu'on a toujours cherché c'est de voir d'abord notre expérience et de confronter nos idées avec cette expérience. Chaque camarade ou groupe détermine lui-même ce qu'il fait. Ce qu'on lui demande, c'est seulement de ne pas se considérer comme détenteur de l'unique vérité et d'accepter la critique des autres. Nous n'empêchons personne de faire ce qu'il pense juste, mais nous gardons le droit de dire ce que nous en pensons, même si nous lui donnons les moyens matériels de le réaliser.

Cela vous permettra peut-être de nous situer, mieux que la lecture d'I.C.O. Toutes les critiques sont permises, pourvu qu'elles soient franches, claires, et compréhensibles. Elles ne manquent d'ailleurs pas et sont nécessaires.

Bien sûr, vous pouvez poser n'importe quelle autre question. »

PROPOSITION D'ATELIER D'IMPRESSION

Dans le n° 86, page 19, figurait la lettre d'un camarade de la banlieue Ouest de Paris, précisant qu'il serait intéressé si d'autres camarades voulaient se regrouper pour tenter de réaliser un atelier d'impression à la disposition de tous les groupes. Un camarade vient de répondre à cette suggestion. Si cela en intéresse d'autres, ils peuvent se mettre en rapport par le canal d'I.C.O.

PRESENCIA

A titre d'information, voici le plan de travail de « Presencia », rue de jeunes espagnols. Il faut souligner que tout en collaborant avec les plus larges secteurs libertai-

res partageant leurs inquiétudes, la revue n'est responsable que devant ces jeunes espagnols. Le premier numéro est en préparation.

I. Rubrique permanente (analyse et information sur l'Espagne et la situation)

II. Etude critique des :

1) tentatives révolutionnaires (révolution bolchévique, spartakiste, occupation d'usines en Italie, révolution espagnole, chinoise, cubaine, mai 1968)

2) tactiques et stratégies du combat révolutionnaire (la voie parlementaire, le syndicalisme, violence, action directe, guerillas, double pouvoir, propagande ou pédagogie, rôle des minorités, spontanéisme)

3) formes de société transitoires (socialisme centraliste, communisme libertaire, autogestion, conseils ouvriers, soviets-collectivités)

4) forces, systèmes, techniques, résultats, etc..., de la répression (capitalisme, impérialisme, socialisme centraliste (d'Etat), Eglise, culture et civilisation comme élément répressif, sexualité aliénée, travail aliéné, armée et police, techniques de conditionnement)

5) forces de la révolution (prolétariat, paysannat, étudiants, intellectuels, techniciens, etc..., nationalités opprimées : Basques, Catalans, Galiciens, etc...)

6) idéologies en présence (marxisme et différents courants troskisme, luxembourguisme, maoïsme ; anarchisme et différents courants, communisme libertaire, individualisme ; progressisme chrétien et implications, progressisme capitaliste et implications, socialisme réformiste, syndicalisme réformiste).

III. Analyse et informations de la conjoncture internationale.

IV. Informations pratiques pour la lutte (techniques de clandestinité, techniques simples de propagande, techniques de combat).

V. Critiques de livres.

VI. Collaborations diverses.

VII. Courrier des lecteurs.

INTER-ACTION (B.P. 29 - Aix-en-Provence)

Dans une société qui devient de moins en moins vivable, nous ne cessons de nous tourner vers l'Etat, afin qu'il entreprenne les réformes nécessaires à l'amélioration de notre cadre de vie.

Il est temps de comprendre l'absurdité de ces tentatives. Le pouvoir n'a pas pour but le bonheur des hommes, mais sa propre survie, et celle-ci exige une centralisation incessante des structures, une manipulation croissante des hommes.

C'est en nous, c'est par nous, que peut s'opérer la transformation de notre existence. Mais l'homme seul ne peut rien. Isolé, impuissant, séparé, il ne peut que subir. Quant aux organisations dites d'opposition, elles ont copié si fidèlement le modèle bureaucratique de l'Etat qu'elles préparent déjà leurs militants à être des sujets.

INTER-ACTION n'a pas de solution à offrir. C'est à ceux qui aspirent à une vie différente que nous nous adressons, à eux de chercher, de créer, d'expérimenter et d'agir.

Nous souhaitons seulement relier ces hommes et ces groupes, établir entre eux une inter-communication par l'intermédiaire d'une revue dont ils seront à la fois les lecteurs et les rédacteurs.

Nous voulons établir le champ de la parole libre, afin

que l'imagination des uns, l'action des autres, puissent se féconder et s'enrichir mutuellement.

Au-delà d'une rencontre d'individus, INTER-ACTION veut être le support d'une élaboration constante et vécue des structures nouvelles de la société à venir.

(C'est tout ce que nous savons de cette publication et de ce groupe qui s'est défini lui-même.)

RENCONTRES

Des camarades ont demandé si des rencontres nationale et internationale seraient organisées en 1970. C'est l'intérêt de tels débats qui doit commander leur déroulement. Aux camarades d'envisager et de proposer les thèmes de discussion, la manière dont elles doivent se dérouler et les dates et lieux de ces rencontres.

D'UN CAMARADE DE LA DROME

« Depuis plusieurs années, nous ne nous leurrions guère sur l'efficacité des militants révolutionnaires au sein des syndicats de plus en plus intégrés et traités, etc... Cependant, nous pensons qu'il faut y rester (surtout à la F.E.N. où les tendances peuvent s'exprimer), car les réunions syndicales nous permettent de toucher quelques gars et de les amener à notre activité essentielle (en dehors des syndicats donc) :

le regroupement des révolutionnaires non inféodés à une organisation politique.

Mai-juin 68 nous a servi de tremplin et nous a permis, grâce aux assemblées générales de travailleurs, d'entrer plus en contact avec des militants, de sortir de notre ghetto enseignement.

Depuis juin 68, nous regroupons des militants désireux de faire la Révolution au sein d'un espèce de comité (nous disons regroupement interprofessionnel) et nous nous réunissons le plus souvent possible. Nous avons tiré plusieurs bulletins que nous ventilons là où nous pouvons, mais pas à n'importe qui : simplement aux gars avec qui nous discutons auparavant.

Les militants du C.A.D. (tendance F.U.O. de la F.E.N.) (1) ont essayé d'imposer leurs mots d'ordre, mais n'y parvenant pas, ils ont essayé d'organiser un C.A.O. On s'en fout.

Evidemment nous végétons et risquons de tourner à un activisme saugrenu : certains camarades n'envisagent rien d'autre que la ventilation nocturne de tracts anonymes, d'affiches, etc... On tourne un peu en rond... Il serait peut-être possible de signaler dans I.C.O. notre existence : un regroupement des travailleurs existe dans la Drôme... nous écrire... Cela pourrait peut-être nous aider à rencontrer d'autres camarades, des ISOLES probablement.

Prière d'écrire à I.C.O.

UN CAMARADE de MILAN a versé 13 F par mandat le au C.C.P. 20 147-54 Paris, 12 F - le 4-11-69 au bureau de Paris 113 (Hôtel de Ville), mais sans indiquer son nom et son adresse (il avait mis l'adresse d'I.C.O. comme expéditeur).

UN CAMARADE MILAN a versé 13 F par mandat le 28-28-10-69 à la poste Milano 62 Via Mecenate, mais son nom est illisible.

(1) Note d'I.C.O. : il s'agit d'une des facettes du groupe troskiste dit groupe « LAMBERT » O.C.I.-A. J.S.-A.E.R. (Informations Ouvrières - Jeune Révolutionnaire).

ARC-DO : centre de politique-information-documentation-action, via Piolti de Bianchi 29 20 129 Milano, Italie. Notre centre s'occupe de ramasser et diffuser en Italie et à l'étranger tout le matériel-documentation politique de l'opposition extra-parlementaire luttés ouvrières, et surtout des luttés de libération du tiers-monde.
(voir liaisons internationales)

D'UN CAMARADE DES PYRENEES-ORIENTALES :

« Petit à petit, j'ai pu faire connaissance, dans cette région, avec des compagnons anarchistes et cénétistes de la région et nous avons décidé d'essayer de monter un syndicat C.N.T. Nous avons déjà le local à Perpignan. Nous avons formé le bureau de la C.N.T. Je m'occupe de la propagande.

Et c'est à ce sujet que, ayant mis de l'ordre dans tous les journaux et revues que je possède, depuis le Libertaire, jusqu'à I.C.O., en passant par Défense de l'Homme, l'Unique, Contre Courant, le Combat Syndicaliste, etc... j'ai décidé de t'écrire de manière à élargir la propagande de nos idées de façon à faire prendre conscience aux travailleurs spoliés par tous les politiciens de tous acabits et les délégués syndicalistes des grandes centrales syndicales inféodées aux partis politiques dont elles sont les filiales, de même qu'elles sont subventionnées par le gouvernement. Nous devons instruire les travailleurs dans tous les domaines, en profondeur, de façon à ce qu'ils sachent rejeter une fois pour toutes, tous les charlatans qui les grugent, les bafouent, les trompent, sans vergogne, et qu'ils prennent conscience de leur force pour gérer leurs propres affaires eux-mêmes, en formant à la base des comités d'usines, de bureaux, d'ateliers, et socialiser par la grève générale et gestionnaire tous les moyens de production et de distribution par la gestion directe.

Mai-Juin 68 a été un formidable, un magnifique mouvement de grève générale qu'on n'avait pas vu depuis 35 et pourtant nous avons obtenu moins qu'en 36. Les syndicats réformistes à la solde du capital, de la franc-maçonnerie et des partis politiques ont pris le train en marche et l'ont fait dévier sur une voie de garage, et nous avons eu droit à toutes les palinodies infectes de tous les Séguy, les Descamps, les Bergeron, et autres Frachon de sinistre mémoire.

Il faut bien dire aussi, comme l'a bien fait comprendre un compagnon, que la « C.N.T. avait loupé le coche » en mai-juin 68 et n'a rien fait, ou si peu, pour coordonner pour synchroniser, le magnifique mouvement de grève. Peut-être même que la C.N.T. a été elle-même dépassée tout comme la C.G.T. qui, elle, a joué un rôle néfaste en faisant reprendre le travail corporation par corporation, en trompant effrontément les travailleurs qui se sont laissés bernier une fois de plus. Ce n'est pas la dernière, car nous voyons pour la grève que les roulants ont déclenchée à la base sans préavis, que ceux-ci n'ont rien obtenu. La C.G.T., F.O. et C.F.D.T. et C.F.T.C., ont entraîné un processus de déclenchement et de harcèlement contre le gouvernement qui ne trompe plus personne. Elles jouent le jeu du gouvernement, parce que complices avec lui. Il faut qu'elles justifient devant les travailleurs que vraiment ils sont défendus, alors que c'est tout le contraire. Il faut surtout que les représentants de ces centrales réformistes, qui n'ont plus rien de syndicalistes, justifient leur paye de ministre. Toutes ces grèves de 24 heures, de une heure, toutes ces mini-grèves, ne sont faites que pour redorer leur blason, qui avait jauni en mai-juin 68.

Les travailleurs sont désabusés, mais ils marchent quand même, espérant que cela va changer, mais rien ne changera tant qu'ils ne prendront pas en mains leurs propres affaires.

Il me semble que nous avons déjà perdu trop de temps, un temps précieux depuis 68 et nous devons mettre tout en œuvre, dans tous les domaines, pour propager nos idées, nos conceptions, par une vaste diffusion.

En m'excusant pour cette longue lettre, je te demande de m'adresser tous les exemplaires d'I.C.O. disponibles depuis janvier 69 jusqu'à maintenant. En même temps tu me dirais quel est le montant de l'abonnement annuel. Tu m'adresseras également, pour commencer, 30 exemplaires par mois, que je diffuserai chez les cheminots et tous les camarades que je connais dans d'autres entreprises. Le moment ne nous a jamais été si favorable. Nous devons savoir agir intelligemment. Nous devons faire connaître la C.N.T., lui donner un nouvel allant, en faire un syndicat puissant, non par le nombre seulement, mais surtout par la qualité des éléments qui le composent, leur moralité, leur action en profondeur féconde. Nous sommes décidés, à Perpignan, à faire du travail, un travail de sape. C'est un travail de longue haleine bien sûr, mais nous devons agir et faire en sorte qu'on nous entende et surtout qu'on nous comprenne. Nous n'avons perdu que trop de temps, et le temps presse. Le gouvernement gaulliste, avec la complicité des bolchos de la C.G.T., met tout en œuvre pour mâter la moindre velléité de révolte, de prise de conscience des travailleurs jeunes et moins jeunes. C'est un véritable guêt-apens qui se prépare contre la classe ouvrière. A nous tous de les démasquer. »

(Un camarade de Paris doit faire une réponse à cette lettre.)

DES CAMARADES D'A... nous ont fait parvenir un certain nombre de bulletins suivants, pour diffusion auprès des copains qui seraient intéressés :

-- Lycée apprentissage critique n° 2 avril 69 (feuilles vivantes de coordination et d'inter-information des comités d'action fédérés).

-- « Le retour des guerilleros du plaisir » contenant :

- actions avec les salariés du lycée,
- propagande pour les conseils en milieu lycéen et pour la libération de la vie quotidienne, par des groupes autonomes,
- textes de la misère en milieu lycéen,
- administration = répression,
- 20 élèves vidés.

DE CAMARADES DE CLERMONT-FERRAND

« Nous sommes ici, à Clermont-Ferrand un groupe d'ouvriers et d'étudiants décidés à agir sur les bases d'une remise en cause de la société. En mai 68, nous avons essayé d'agir en tant que « mouvement du 22 mars », mais le travail fut difficile à cause, d'une part, des différents groupes léninistes qui pullulent au sein de l'U.N.E.F. et du carcan C.G.T. sur Michelin, et, d'autre part, à cause de certaines tensions internes venant de camarades procédant d'analyses F.A. ou anarcho-syndicalistes. Actuellement, nous essayons d'agir sur chaque secteur en tant que groupe autonome (C.A.R.), la coordination se fait au niveau des A.G. du Mouvement et parallèlement se créent des commissions pour un travail d'études (le tout s'interpénétrant). Nous avons en préparation un « manifeste ». Pouvez-vous éventuellement nous le publier. (Sommes en relation avec les camarades du Conseil de Nantes)...

« Dès que notre position se sera clarifiée entre les tendances spontanéistes et anarcho-syndicalistes (cela doit se décider en assemblée générale), soit séparation, soit cohabitation, ce qui est facile puisque nous travaillons

en comités autonomes, nous tirerons un manifeste que nous vous adressons en vue d'une publication...

« On vous envoie un tract distribué récemment au restaurant universitaire à 2500 exemplaires pour dénoncer l'U.N.E.F. (ses cadres sclérosés et les groupes politiques A.J.S. chinois et P.S.U. qui ne cherchent qu'à en prendre la direction). Il entre aussi dans la campagne que nous entamons contre les stalinien. On pense qu'il est publiable pour montrer la dégénérescence du syndicat (et son absurdité en milieu étudiant) et les formes spontanées de luttes qu'ont trouvés les étudiants qui se révoltent contre le plan d'austérité (l'assemblée générale souveraine avec le droit d'expression total pour tous les courants), action exemplaire des luttes étudiantes qui faisant suite aux grèves spontanées des travailleurs niant leurs syndicats et s'auto-organisant en niant les partis peut déboucher sur des assemblées générales ouvrières politiques.

UNIS VERS CYTHERES ou GUIGNOL'S BAND !
A BAS LES RECUPERATEURS !
CONTINUONS LE COMBAT A LA BASE !

Le jeudi 16 octobre, après avoir tenté de s'emparer de la direction de la lutte, ce dont elle s'est avérée incapable, l'U.N.E.F. a vu se substituer à ses menées bureaucratiques une volonté de lutte émanant de la base des étudiants, qui en rejetant le cadre sclérosé qu'elle présentait, se constitua en un Comité Unitaire contre la hausse.

Ce comité obtint de l'administration le bénéfice de l'inscription pédagogique qui maintient tous les avantages sociaux des étudiants, tout en les dégageant provisoirement de l'obligation de se soumettre à la pression de l'Etat dans le domaine de la hausse.

S'étant rendu compte de l'efficacité du Comité Unitaire imposé par la base, l'U.N.E.F. résolut de s'en assurer la direction (Que cette manœuvre doive s'effectuer au détriment du combat des étudiants, l'A.J.S. s'en contrefout !). Cela pour plusieurs raisons et en particulier afin de mener à bien sa stratégie corporatiste et parasitaire et de se réserver le privilège de la manipulation des masses étudiantes et le pouvoir bureaucratique du syndicat.

Or, le mouvement étudiant n'a été efficace qu'en mettant en avant des mots d'ordre politiques (libération, guerre d'Algérie, mai 68).

Des mots d'ordre signifiants, qui posent directement les questions politiques et économiques du Pouvoir à l'université, évitent aux étudiants de se mobiliser de façon répétitive et mécanique dans des luttes corporatistes en cul de sac. Non contente de mener le mouvement étudiant à sa ruine, l'A.J.S. ne recule devant aucun moyen pour préserver un fragile édifice qu'elle ne peut maintenir qu'à coup de terrorisme et de démagogie.

Epouvantée par d'éventuelles consultations de la base, l'autre direction de l'U.N.E.F. (faites vos jeux) a estimé nécessaire de mettre en branle le processus de la hiérarchie bureaucratique, en la personne de son chef, ô combien contesté et dénué de toute responsabilité - sans parler de sa représentativité - Luc Barret (vain dieu, pourquoi ce bonze ?... combien l'entrée ?), que l'on nous présente comme la solution miracle, la panacée universelle, selon une technique de replatrage chère aux ronds-de-cuir « révolutionnaires », replatrage dont nous eûmes un magnifique exemple lors de l'assemblée générale du mardi 28. Nous vîmes (quel bonheur !) la touchante réconciliation des deux voitures-balais syndicales (dont la haine réciproque est pourtant notoire) en vue de rejeter vers les classiques égouts idéologiques les audacieux qui avaient eu la folle prétention de vidanger les chiottes universitaires. Ces audacieux désireux d'éten-

dre la lutte aux résidents de la cité U. en vue d'une politisation du problème, la faisant déboucher directement au niveau du plan d'austérité, se heurtèrent à une résistance frénétique des chœurs stalino-réformistes.

Jugez de leur étonnement, braves gens, lorsqu'ils apprirent dans la soirée, que ceux des staliniens qui se veulent plus particulièrement « trotskystes » (?), ce phénomène se manifestant probablement à un degré supérieur d'hystérie, avaient repris à leur compte le même projet qu'ils avaient refusé quelques heures auparavant, et qu'ils tentaient de faire assimiler à nos camarades résidents de la Cité, par des méthodes où le terrorisme le disputait à la débilité. On constatait la présence d'éléments extérieurs à la résidence universitaire et dont la présence n'était nécessitée que par la facilité de leur bagou et l'obligation d'encadrer des brebis de bonne volonté certes, mais dépourvues de toute initiative, ce qui ne constitue pas un handicap, car ce qui est demandé aux brebis c'est de savoir bêler.

En face de telles tentatives de récupération de la lutte à la base, nous devons être plus vigilants que jamais, et concentrer tous nos efforts sur la seule tâche importante — la poursuite et l'extension de la lutte au sein du comité universitaire élargi, démontrant par notre action exemplaire que le combat doit s'étendre à un niveau plus large par delà les cadres traditionnels détournant le mouvement vers des objectifs bureaucratiques : — les grèves spontanées des travailleurs s'organisant par eux-mêmes (malgré la police syndicale) étant le signe de la possibilité d'une véritable jonction à la base dont l'organisation ne pourra se faire que sur des objectifs révolutionnaires débouchant en premier lieu sur une condamnation définitive du stalinisme.

Plus de salades !
Mort aux condés staliniens !
Vive la lutte spontanée des travailleurs !
Vive la lutte universitaire à la base !
Mouvement d'Action Révolutionnaire Spontanée.

D'UN GROUPE DE JEUNES (Montereau, S.-et-M., 10-69)

Jamais l'administration ne fut autant affairée qu'en ce mercredi matin. Les surgés prenaient leur rôle au sérieux, secondés par leurs confrères en uniforme, tentèrent de rétablir « l'ORDRE ».

Assez de cette administration tentaculaire, refusons le matricule qu'on nous impose, après les cartes de sortie, les pointeuses, après les batailles rangées ; le salut militaire, à quand les uniformes ?

Assez de cette merde administrative destinée à planquer les défaillances d'un système voué à l'anéantissement.

IRLANDE Notes Economiques

LA SITUATION ECONOMIQUE DE L'ULSTER

Pour compléter le récit d'un camarade britannique, publié dans I.C.O. d'octobre (n° 86, p. 14), voici quelques extraits de « L'Economist » du 23 août 1969 :

LE PROBLEME DU CHOMAGE : Le spectre du chômage a, de tout temps, hanté l'Irlande du Nord, et c'est l'ombre du chômage, la misère du chômage, qui amplifie et déforme les antagonismes politiques et religieux de l'Ulster.

... On prévoit maintenant, pour cet hiver, des taux de chômage atteignant et même dépassant 20 % dans des

Réalisons les contacts profs-élèves que nous refusent cerbères, adjudants-chefs et compagnie. Ne soyons plus des moutons. Créons, discutons l'arbitraire des « chefs » Cessons de faire acte de présence. Faisons acte d'existence.

Profs, ne soyez plus des 2èmes pompes, réagissez, ne tremblez plus devant ces peignes-culs d'arrivistes refoulés. Profs, élèves, n'acceptons plus la dictature des surgés.

UN SURGE ! VOUS ?

D'UN GROUPE DE LYCEENS

(il s'agit d'un C.A.L. créé de toutes pièces par des jeunes, sans appartenance politique spéciale et qui n'a rien à voir avec le C.A.L. national ou avec l'U.N.C.A.L. du P.C. (comme moi il faut se méfier des étiquettes que les uns et les autres peuvent se donner). (Muret oct. 69)

Dans quelques jours, vous allez être appelés à élire vos responsables de classes.

QUE REPRESENTE CE VOTE ?

Si vous votez : Vous aurez des délégués au conseil d'administration : « grande chambre des parlottes ».

Si vous votez : Vous noierez votre insuffisante représentation dans celle abusive des défenseurs de l'ordre Composition du Conseil d'Administration : 8 élèves sur établi :

56 membres dont 14 ou 15 personnalités non concernées par la vie intérieure du lycée (chiffres de l'an dernier). L'administration aura tous les pouvoirs, et, comme l'a prouvé l'expérience de l'année dernière, aucune décision des élèves n'aura de poids sur le Conseil d'administration

Si vous votez : sans que vous n'y puissiez rien, le recteur pourra intervenir sur toutes les décisions du Conseil d'Administration :

Article 6 : Les propositions du Conseil d'Administration sont applicables dans les vingt jours, si le recteur n'en a pas provoqué l'annulation ou suspendu l'exécution.

Si vous votez : Vous deviendrez des « grands ». Vous accomplirez votre soi-disant devoir civique, abandonnant votre responsabilité personnelle à un délégué qui n'en pourra rien faire.

Si vous votez : Vous souscrirez à la politique gouvernementale (les quelques améliorations apportées au texte de l'an dernier n'étant destinées qu'à vous abuser) : vous serez POLITISES.

Un « service d'action civique » pas comme les autres.

villes comme Londonderry, Enniskillen et Newry, et un taux de 10 % pour l'ensemble des six comtés. Cette prophétie se fonde sur les propres prévisions économiques de l'Ulster, et si elle pêche, c'est plutôt par optimisme.

Les statistiques de chômage de cette semaine (en août 69) montrent que 7,3 % de la main-d'œuvre de l'Ulster se trouve sans emploi... alors que ce chiffre est de 2,5 % seulement pour le reste du Royaume-Uni.

... Il est, d'ores et déjà, évident que l'une des sources les plus importantes de recettes invisibles de l'Ulster, à savoir son tourisme, qui lui rapporte chaque année 28,5 millions de livres dont elle a besoin, a enregistré une

baisse catastrophique et qu'il lui faudra longtemps pour se relever...

L'AIDE de LONDRES : Parmi les factures actuellement déjà établies à l'intention de l'Echiquier impérial de Whitehall (le ministre des finances de Grande-Bretagne), éternel payeur de l'Ulster, figure le coût de l'indemnisation des citoyens de l'Ulster pour les dommages matériels subis par leurs maisons, leurs boutiques, leurs usines. L'estimation la plus vraisemblable établit cette indemnisation à 10 millions de livres...

... Toutefois, la note la plus importante de toutes, et peut-être le contribuable britannique lui portera-t-il à l'avenir un plus grand intérêt, est celle de la subvention accordée chaque année à l'Irlande du Nord pour assurer qu'elle bénéficie du même cadre économique, sinon des mêmes revenus que le reste du pays.

Il y a tout d'abord ce qu'on appelle « les versements de péréquations » que Londres consent afin de relever le niveau des prestations sociales et industrielles...

... L'Ulster reçoit 25 millions de livres au titre des subventions directes à l'agriculture. Enfin la trésorerie couvre un « déficit » de 75 millions de livres, relatif à la participation nominale de l'Irlande du Nord aux frais des affaires extérieures et de la défense nationale. En définitive, la somme totale s'établit à 139 millions de livres, pour une population d'un million et demi d'habitants.

ULSTER et REPUBLIQUE D'IRLANDE : Si coûteux que l'Ulster puisse paraître au reste de la Grande-Bretagne la charge que représente le maintien, pour sa population, du mode de vie auquel elle s'est habituée, serait écrasante pour la République Irlandaise, si jamais elle essayait d'assumer la responsabilité des six comtés du Nord. En effet, la vie est plus difficile dans le Sud.

La République, dont la population est à peu près le double de celle de l'Ulster, a consacré dans son dernier budget 49 millions de livres à l'enseignement, alors que l'Irlande du Nord y a consacré 51 millions. Et les dépenses courantes pour les services sociaux et la santé s'établissent à 82,5 millions de livres dans le Sud, contre 126 millions dans le Nord.

Si l'homme qui a du travail est nettement mieux payé dans le Nord - les salaires hebdomadaires moyens dans l'industrie manufacturière y sont de 16 livres 1 sh 2 d., contre 14 livres 6 sh. 3 d. dans le Sud - la différence est encore plus grande pour les chômeurs (et c'est cela qui compte pour beaucoup pour les familles de l'Ulster).

PERSPECTIVES : ... l'agriculture, les chantiers navals et les ateliers mécaniques traditionnels de l'Ulster, déversent chaque année, sur le marché de l'emploi, 5.000 travailleurs auxquels viennent s'ajouter les 4.000 jeunes gens qui sortent des écoles. Au cours de ces dernières années, le nombre des emplois a augmenté chaque année de 1.000 dans la construction et de 3.000 dans les services ; restaient 5.000 travailleurs à absorber dans les nouvelles industries de transformation. Durant ces dix dernières années, le gouvernement de l'Ulster a réussi, en puisant largement dans ses propres ressources comme dans celle de Whitehall, à créer en moyenne 3.000 emplois nouveaux par an. Il y a désormais peu de chance pour qu'il continue à s'en tirer aussi bien.

L'émigration, remède traditionnel des Irlandais, paraît être la seule solution.

On estime à 7.000 le nombre des Irlandais qui, chaque année, quittent l'Ulster de façon définitive, ce qui n'empêche pas la population de l'Ulster d'augmenter de 10000 unités par an, depuis 10 ans.

... Les stimulants dont dispose normalement l'Irlande du Nord pour attirer des industries de l'étranger sont déjà

en difficulté. Les programmes britanniques de développement régional avaient déjà commencé à les concurrencer avant les émeutes. Certains, en Irlande du Nord, craignent que les succès remportés, comme par exemple l'expansion fantastique de la production des fibres artificielles, ne contiennent en germe les conditions de la domination d'une seule industrie, qui rendrait particulièrement vulnérable une économie de dimensions aussi réduites.

... « nous pourrions en arriver, dans les années 1980, à fabriquer des fibres artificielles jusque dans les chantiers navals »... avertissement qui compte, dans une ville comme Belfast, où l'on croit encore avec acharnement que Harling et Wolff pourront conserver leur rang parmi les premiers chantiers navals du monde. »

(extrait d'un article de l'Economist reproduit dans « Problèmes Economiques », revue de l'I.N.S.E.E.).

MAIS QUE PEUT FAIRE LA GRANDE-BRETAGNE ENDETTEE « JUSQU'AU COU » ?

« Jusqu'au cou » est le titre d'un article de l'Economist du 28 juin 1969. « Les générations futures considéreront comme l'une des étonnantes contradictions des années 1960, le fait qu'on ait laissé s'enfoncer de plus en plus profondément dans les dettes, un pays qui administre l'une des deux monnaies de réserve mondiale... C'est la répugnance des responsables financiers, des ministres et des directeurs de banques centrales dans le monde à reconnaître la défaillance de leur système qui a permis à la Grande-Bretagne de se faire accorder une longueur de corde illimitée pour se la nouer autour du cou. »

... « La Grande-Bretagne est le premier des pays hautement développés à être un débiteur permanent (du Fonds monétaire international, F.M.I.) ; jamais auparavant aucun des pays industrialisés ne s'est trouvé dans l'obligation de refinancer ses dettes auprès du F.M.I. pour une aussi longue période. Les emprunts de la Grande-Bretagne auprès du F.M.I. se situent dans la « quatrième tranche de crédit » : c'est-à-dire qu'ils sont entièrement à la discrétion du F.M.I. et qu'ils se font aux conditions les plus sévères généralement réservées à ce qu'on appelle « les républiques bananières ».

... « Le F.M.I. est manifestement excédé d'avoir un débiteur aussi considérable et aussi permanent que l'est la Grande-Bretagne. Mais lorsqu'un débiteur est aussi considérable, il peut se mettre à dicter ses conditions »... (bien que)... « Au delà du court terme, les mendiants n'ont pas la possibilité de choisir. Si... les résultats obtenus par la Grande-Bretagne ne sont pas jugés satisfaisants, elle aura droit à des mesures de restriction d'une extrême rigueur ».

(Verrons-nous un jour, à l'instar du maréchal Hindenburg, sa très gracieuse Majesté Elisabeth d'Angleterre, demander elle aussi son moratoire ?)

COMMUNIQUE DE PEOPLE'S DEMOCRACY 84, Albert Street - Belfast.

Au cours des 12 mois écoulés, les travailleurs d'Irlande du Nord ont lutté contre la répression et la violence de cet état policier. Les hommes de main en uniforme du gouvernement, tentent de matraquer, de gazer et de tuer les travailleurs lorsqu'ils descendent dans la rue contre le fascisme. Actuellement, à la suite du retentissement mondial de leur action, il y a un changement de politique : la violence du gouvernement, une fois de plus, redevient voilée, et certaines réformes sont promises dans une tentative de leurrer les ouvriers avec une apparence de sécurité. Comme révolutionnaires, nous avons le de-

voir de continuer la lutte. Nous demandons de l'argent pour nous procurer le matériel qui est nécessaire pour contrer les mensonges du gouvernement et développer la conscience politique des travailleurs. Nous demandons de l'argent pour avoir les moyens d'auto-défense contre l'intimidation des gangs armés qui se présentent comme

les gardiens « de la loi et de l'ordre ». Nous appelons tous les libertaires à nous soutenir dans notre lutte financière ou de toute manière possible.

ERRATUM : une erreur s'étant glissée dans le n° de C.C.P. de « Solidarité pour l'Irlande », lire :

LABOUS - C.C.P. n° 31026-17 - La Source.

CORRESPONDANCE

Pour nous, la correspondance c'est tout. Les lettres reçues sont réparties un peu partout, informations, publications, articles.

Sous ce titre, tu trouveras plus ce qui concerne les problèmes particuliers d'un camarade ou d'un groupe. La réponse qui peut y être jointe est celle d'un camarade ; tout autre peut faire une autre réponse, et si une discussion s'engage à propos d'un désaccord, tant mieux. Aucun d'entre nous ne détient de vérités.

D'un camarade du Nord

Pour réaliser un tremplin permettant d'arriver enfin à l'établissement d'une société meilleure, je pense qu'il faudrait présenter à la classe ouvrière des revendications facilement acceptées par tous et absolument importantes dans leur contenu.

Les faire accepter par le plus grand nombre d'entre nous ne sera pas déjà tellement possible si l'on ne parvient pas à les exposer en neutralisant l'influence forcément néfaste du plus redoutable ennemi de la classe ouvrière : le Parti Communiste. (Frisant la cinquantaine, j'ouvre très rapidement ici une parenthèse à l'intention de camarades plus jeunes qui n'auraient pas encore compris, peut-être, que les chefs cocos sont de farouches gardiens de l'idée même d'un Etat et de tout ce qui s'y rattache : néo-bourgeoisie, hiérarchie, etc... et partant, très violemment opposés à tous ceux qui, comme nous, ne veulent absolument pas ou plus d'Etat, fût-il préten-du démocrate, ouvrier, etc... - je précise pour ces camarades non encore informés qu'aucun état ne peut exister sans pouvoir répressif, entre autres, et que nous ne pouvons par conséquent, en aucun cas, accepter l'idée d'un Etat - Et le Parti Communiste est pour nous un opposant redoutable en raison même du très grand crédit qu'il trouve toujours et encore dans une bonne partie de la foule amorphe des usines, laquelle croit sincèrement trouver en lui un véritable défenseur. Et c'est évidemment là que réside le très grand danger pour les prolétaires, danger infiniment plus profond, parce que caché, que celui forcément très connu procédant des opposants beaucoup plus classiques, tels que fascisme sous ses formes habituelles, syndicats « maison » dans les boîtes, paternalisme, syndicats C.F.T.C., C.F.D.T., F.O. etc...). Cette parenthèse refermée, comment peut-on donc manœuvrer pour parvenir aux revendications d'ensemble souhaitées plus haut ?

En proposant, selon moi, celles qui s'appuient sur une logique quasiment instinctive, logique qui serait en somme, presque d'emblée, profondément ressentie par la plupart des prolos, et contre laquelle les pontifes du Parti Coco ne pourraient guère s'insurger sans se désavouer gravement.

Par ex., qui n'a entendu parler de la civilisation des loisirs, cette tarte à la crème si souvent ramassée par la bourgeoisie classique de notre pays, parmi d'autres ? A nous donc de la faire entrer dans l'actualité en réclamant mieux que le retour immédiat aux 40 h. hebdo (ce qui serait déjà pourtant plus profitable que le retour « progressif » proposé par la C.G.T.). Il nous faut lancer partout le mot d'ordre de semaine de 30 ou 32 h. (les 5 x 6 ou les 4 x 8), avec un corollaire : désormais, les

cadences horaires de travail seront fixées par ceux-là mêmes qui les font. Et il y a tout lieu de penser que ces deux seules revendications seront nécessaires et suffisantes pour l'avenir même de la Révolution Sociale. Je sais bien que le seul fait de les lancer ne suffira pas à obtenir leur réalisation, mais l'important, à mon sens, est qu'elles soient déjà dans l'air, et que les prolos sachent bien qu'elles existent et qu'elles sont réalisables.

A noter que les chefs cocos ont déjà pressenti, très certainement, une telle éventualité. Officiellement, si je puis dire, ils ne peuvent pas aller à son encontre sans se désavouer profondément, puisque de semblables revendications, en aboutissant, feraient infailliblement craquer et disparaître les petites entreprises, petits commerces, etc... et lèseraient inévitablement les gros bonnets restants, i.e. le Grand Capital dans sa forme habituelle : gros trusts usiniers, Grand Commerce, etc... En somme, cela abolirait déjà des structures encombrantes et inutiles et devraient permettre aux chefs cocos de se rendre compte qu'il ne resterait plus guère de leur - toujours « officiellement » - qu'un Grand Capital privé, type classique, qu'il faudrait finir d'abattre pour remplacer par leur Grand Capital de type étatique, genre Russie dite soviétique.

Et pourtant, les Cocos ne pourraient accepter, on s'en doute bien. Mais dans le fatras de leurs objections, ils ne pourraient que s'enfermer, et permettre ainsi à de plus nombreux camarades de voir clair, et de prendre conscience. Et c'est précisément pour cette principale raison que le Parti Coco voudrait s'efforcer de rejeter deux revendications qui l'aideraient pourtant apparemment sur le chemin d'une démocratie « avancée » de type socialiste, je veux dire que la classe ouvrière, par l'importance même du contenu de ces deux revendications, prendrait d'un seul coup conscience de toute sa force en les faisant aboutir, et c'est cela que les Pontifes cocos veulent absolument éviter.

A nous donc de développer ce futur point chaud en rappelant aux Prolos tout ce qui peut contribuer à susciter leurs réflexions les plus logiques. Je cite ci-après et pêle-mêle tous arguments possibles :

- à partir du 1er mai 1970, nous ne ferons plus que 8 h. par jour ;
- s'il y a eu Taylor pour le travail aux pièces et l'origine des cadences en Amérique, beaucoup trop de prolos ignorent aujourd'hui encore qu'il y a eu en Russie soviétique le « camarade » Stakhanov pour le même travail de mouchard et forçat ;
- 40 h. en 1936, alors que les machines étaient moins nombreuses et surtout beaucoup moins perfectionnées qu'aujourd'hui ; alors, pour quelle raison valable devrait-on faire plus aujourd'hui ;

- dans le passé, abolition du travail aux pièces ; alors, pourquoi les cadences actuelles ? etc, etc...

Les camarades remarqueront que j'ai laissé de côté d'autres revendications touchant plus particulièrement aux salaires, par ex. Mais dès que le mouvement serait engagé pour l'obtention des deux pavés précités : 30 h. sans diminution de salaires et fixation des cadences par les prolos eux-mêmes, des souhaits concomitants naîtraient vraisemblablement spontanément. A nous de trouver la façon d'effectuer les développements possibles à soumettre en pleine bataille.

Une conclusion péremptoire à rappeler à tous nos camarades : « Dans un pays hautement civilisé, que pourrait-il se faire sans la classe ouvrière ? Réponse irréfutable, selon moi : Rien, absolument rien ! ». A chacun de méditer et de voir, pour prendre et faire prendre conscience.

Fraternel salut très amical à tous, Chers Camarades.

S.A.C. Sweriges Arbetares Central organisation (organisation centrale des ouvriers suédois)

Nous sympathisons avec votre programme comme il est exposé sur la couverture du bulletin ICO, nous considérons que les informations données là-dedans sont utiles.

La S.A.C. représente le courant anarcho-syndicaliste du mouvement ouvrier en Suède. Mais notre organisation est minoritaire en Suède, où le mouvement syndical est dominé par la grande centrale L.O. qui est liée au parti socialiste. Nous luttons pour l'auto-détermination des travailleurs dans les organisations, pour la gestion des entreprises et de la société par ceux qui y travaillent et y vivent.

Nous voudrions bien rester en contact avec vous.

Réponse à ces camarades

Vous nous indiquez que le S.A.C. représente, en Suède, le courant anarcho-syndicaliste, mais que vous sympathisez avec notre « programme » tel qu'il est exposé dans « CE QUE NOUS SOMMES, CE QUE NOUS VOULONS », figurant sur la couverture du bulletin.

Nous ne sommes ni anarcho-syndicalistes, ni syndicalistes révolutionnaires. Notre critique du syndicalisme ne vise pas seulement les syndicats existant dans la société capitaliste (branche orientale ou branche occidentale) mais l'esprit syndicaliste lui-même et qui tend à :

- considérer comme essentiel l'action d'une avant-garde nantie d'une certaine idéologie ;
- définir une structure organisationnelle s'appliquant à cette avant-garde (syndicat anarcho-syndicaliste par exemple, ou bien tendance organisée ou non dans les syndicats). Les indications contenues dans votre lettre semblent montrer que vous entendez lutter à l'intérieur des syndicats existant pour tenter de les réformer, position qui est aussi répandue en France ;
- définir une structure organisationnelle s'appliquant à un monde nouveau, la base de cette structure étant appelée aussi syndicat. Nous pensons que c'est le sens qu'il faut donner à la devise figurant sur votre lettre : « for economic democracy through syndicalism ».

Pour nous, cette critique du syndicalisme n'est qu'un aspect sur un point particulier d'une critique des organisations « d'avant-garde » du militantisme « révolutionnaire » qui, dans des formes anciennes (groupes dérivés du léninisme) ou dans des formes modernes (par exemple le situationnisme), essaient de formuler des règles

d'un « comportement révolutionnaire » dans la société présente, et des structures d'organisations conscientes pour un monde nouveau.

Les camarades d'I.C.O. n'ont pas de position homogène sur cet ensemble de questions ; les divergences qu'ils peuvent exprimer ne sont pas incompatibles pour eux à un travail commun ; elles sont au contraire la marque d'un débat permanent, auquel seule la classe ouvrière, dans sa lutte de classe, apporte une réponse.

Mais malgré ces divergences, il apparaît qu'il y a une unité certaine des vues qui peut s'exprimer par un désaccord total avec la position que vous exprimez dans votre lettre, d'une lutte pour l'auto-détermination des travailleurs dans les organisations. Si nous sommes pour la gestion des entreprises et de la société, par ceux qui y travaillent et y vivent, nous ne pensons absolument pas que la venue d'une telle société puisse venir par l'action d'une avant-garde, encore moins par le canal d'une organisation syndicale. L'émancipation des travailleurs sera le fait des travailleurs eux-mêmes et c'est de leurs luttes menées apparemment sur des objectifs très immédiats et très matériels que surgira un monde nouveau ; c'est au cours de ces luttes qu'ils définiront les formes de leur organisme de lutte et les structures de cette société sans exploitation.

D'UN CAMARADE FRANÇAIS ACTUELLEMENT EN SUEDE

« A propos de la lettre du camarade de l'Aisne qui part en Argentine et de la réponse d'I.C.O. :

« L'internationalisme semble depuis peu retrouver un peu de vigueur, et j'espère que ça s'améliorera de plus en plus, car, à mon avis, les travailleurs, y compris ceux de l'extrême gauche, sont terriblement chauvins. Je veux dire par là que la plupart des hommes que j'ai rencontrés en France, Grande-Bretagne et Suède, même s'ils se torchent avec leur certificat de nationalité, pensent dans le cadre du pays où ils habitent et s'intéressent, à mon avis, fort peu à ce qui se passe ailleurs.

A.G. - par exemple, j'ai été accueilli, en automne 68, un peu comme un héros (sans d'ailleurs qu'on ait trop cherché à savoir si j'avais vraiment participé à la fête de mai), mais il n'y a jamais eu de discussion sérieuse sur les événements de France, ça n'intéressait personne ; le mythe suffisait aux uns pour parler de révolution, aux autres pour affirmer qu'il ne s'était rien passé de bien important. Pire, j'ai été accusé par des trotskistes de venir faire du tourisme en G.-B. au lieu de faire la révolution en France. Est-ce que le fait de porter un passeport français m'interdit de semer la merde (si je peux) à G. ou à S., s'il se trouve à ce moment là que j'y travaille ? Pourquoi trouve-t-on naturel qu'un Breton, un Basque, ou un Provençal aille travailler à Paris, alors qu'aller en Argentine pose des problèmes de conscience aux uns, et travailler en Suède est jugé indécent aux autres ? Pourquoi ce respect des frontières capitalistes qui va d'ailleurs de pair avec la vogue du soutien le plus aveugle aux « mouvements de libération nationale » sur lesquels on a les renseignements les plus restreints et les plus douteux ?

« Non seulement je pense qu'on devrait trouver naturel que l'on puisse aller travailler à l'étranger, mais je propose même aux jeunes camarades de s'efforcer de travailler, avant d'être fixé par des charges de famille ou autres, dans deux ou trois pays étrangers, d'apprendre la langue de leurs camarades anglais et allemands ou italiens (etc...) qui n'a rien à voir avec celle qu'ils auront peut être appris à l'école. Je leur propose à tous de pratiquer l'internationalisme actif qui leur permettra

d'avoir des contacts directs personnels et permanents avec des camarades étrangers, de pouvoir lire leur presse, participer à leurs discussions et à leurs luttes.

« Laissez-vous à nos exploiters et à leurs larbins, le privilège de se comprendre et de se connaître au delà des frontières ? J'espère bien que non ! »

« Alors, envoyez vos enfants en vacance à l'étranger (de préférence grâce à un échange individuel beaucoup plus profitable), apprenez, si vous pouvez, une ou plusieurs langues étrangères (ou l'Esperanto), échangez peut-être votre appartement avec un camarade étranger pendant vos vacances.

« Si vous n'êtes pas convaincus, demandez-vous ce que vous savez des autres, vraiment, et sachez que de nombreux textes de critique révolutionnaire importants attendent, certains depuis longtemps, des traducteurs. Si vous êtes toujours sceptiques, lisez Solidarity, I.C.O., ou n'importe quel hebdo et vous verrez que des trusts internationaux ne peuvent se combattre dans un seul pays (le plus recommandé d'ailleurs pour saisir l'ampleur de l'internationalisme des exploiters est encore la presse financière). L'abolition du capitalisme passe par la suppression des barrières de langues aussi bien que de celles de couleur, ce sont là des tâches aussi importantes que la liquidation des religions et que la lutte quotidienne contre l'exploitation ne doit pas faire quand ils ont interdit l'Esperanto en Allemagne, en France et ailleurs, dans les années trente alors qu'il prenait un essor inquiétant et que les rencontres de travailleurs se multipliaient grâce à lui ».

D'un camarade du Midi

« ...On va voir plus clair dans quelques jours, pour les grèves en France. Les syndicats vont montrer leur « savoir faire ». Leurs compères italiens sont encore plus forts en la matière. Et il nous faut le dire : ce n'est pas au cours d'une ou quelques grandes batailles que le courant d'autonomie l'emportera. Ce sera dur et long. Mè-

me dans une situation très dynamique. Avec tous nos jeunes prêts à foncer et espérer, il faut éviter le poison sucré des illusions. Ils ont déjà été échaudés avec l'après mai 68, et ça pourrait recommencer.

« La réévaluation du mark. c'était attendu, mais tout à fait comme ça. En fait, les capitalistes allemands se cabrent, ils résistent à la pression américaine. Le dollar est maintenant l'unique monnaie de réserve, c'est aux autres monnaies de dévaluer ou de réévaluer. Le cours forcé du dollar doit continuer, quitte à fabriquer de la fausse monnaie, comme ces trois milliards d'or papier que le F.M.I., dont les U.S.A. sont les principaux bénéficiaires. Jusqu'à quand cette gymnastique ? Dans les numéros de Problèmes Economiques, il y en a un dans lequel Triffin explique clairement cette histoire du dollar-roi, monnaie exprimant la suprématie de l'impérialisme américain. Ce Triffin a polémique avec le vieux Rueff F.M.I., O.C.D.E., G.A.T.T., et autres organismes internationaux sont les instruments de cette suprématie des U.S.A. et de De Gaulle qui croyait ébranler tout ça ! »

« Dans un proche avenir, sera-ce la « récession » générale, ou la crise profonde de nos amis de R.I. ? Ça dépend surtout de l'ampleur, de la vigueur de la lutte de classe. Mais gare aux illusions ! Une crise grave ce n'est pas automatiquement la voie ouverte à des révolutions. Ceux qui y ont vécu 1929-32 et les années suivantes pour la France se souviennent. De même que la seconde guerre mondiale n'a pas automatiquement amené un nouveau 1917 ; sauf pour la Chine, quand même.

« La crise de 1929-32 a provoqué dans le pays le plus vulnérable, l'avènement du nazisme. On oublie que le chômage massif enlève aux travailleurs leurs armes essentielles et notamment la possibilité de lutter sur les lieux de production.

« N'anticipons pas. Nous sommes dans une période où l'inflation permet presque le plein emploi. Pour combien de temps ? Ça ne dépend pas des travailleurs qui en profitent pour lutter. Nous sommes tous dans le coup mais les adversaires sont coriaces ».

Devons-nous continuer ICO imprimé ?

voici les données : aux camarades de juger

LE TRAVAIL COLLECTIF (15 novembre 69)

Une partie de ce qui avait été convenu est resté lettre morte : aucun des groupes en contact à travers I.C.O. n'a envoyé d'éditoriaux qui devaient amorcer un débat théorique.

Le projet de tenter de mettre en œuvre de nouvelles techniques d'expression a été pratiquement abandonné en raison du surcroît de travail que cela occasionnait pour les camarades de Paris (obligation d'insérer un supplément dans chaque bulletin).

Des camarades ou groupes ont lieu d'être mécontents : trois textes d'un même groupe ne sont pas encore sortis bien que le premier ait été remis fin juillet (nous n'avons

pu sortir qu'en novembre un texte remis en juin). Une bande dessinée, prête depuis octobre attend le ronéotage. Le ronéotage, à part de ces divers travaux, attend depuis deux mois. De même le tirage de brochures épuisées (intellectuels, Reich, automation, comités d'entreprise).

Les camarades de Paris continuent à jouer un rôle centralisateur : ils ne peuvent faire ces divers travaux en partie pour des raisons qui apparaissent dans diverses critiques formulées par ailleurs.

Par contre, les échanges horizontaux paraissent se développer, mais cela crée aussi des tâches supplémentaires (importance du courrier).

SITUATION FINANCIERE D'I.C.O.

En caisse au 1-10-68 : 2450,64
du 1-10-68 au 1-11-69

Dates	RECETTES		DEPENSES			
	abonnements	ventes au n°	tirage	expédition	divers	
10-68	300,00	86,00	558,98	37,50	910,00	(couvertures)
11-68	336,00	91,00	258,79	60,40		
12-68	235,00	695,00	297,16	43,00		
1-69	182,19	117,00		58,00		
2-69	512,00	192,35	718,60		380,00	(bandes)
3-69	1261,00	193,00	327,07	50,00		
4-69	268,00	133,20	372,00	85,00	480,00	(machine)
5-69	401,00	354,35	308,00	81,62		
6-69	611,90	498,00	1315,73	59,40	400,00	(local)
7-69	2461,00	356,00	20,00	123,36	1000,00	(couvertures et local)
8-69	932,00	151,91	420,30	21,30		
9-69	1237,00	143,00			100,00	(local)
10-69	1324,00	524,15	1643,12	120,30	200,00	(local)
Total	10091,09	3536,26	6237,75	739,88	3470,00	

En caisse au 1er novembre 1969 : 5.630,36

de cette somme, il y a lieu de déduire l'impression d'ICO n° 86 (octobre 69) : 1650 et éventuellement la T.V.A. sur septembre et octobre : 750 environ (demande d'exonération déposée, mais pas encore accordée) - il y a lieu d'ajouter une rentrée moyenne de 1.200 F pour novembre

L'en caisse s'élève donc à environ 4.400.F, ce qui couvre approximativement deux numéros mensuels. Nous avions prévu, lors de la rencontre nationale d'avoir 3 numéros d'avance pour compenser les retards inévitables dans le retour des sommes collectées lors des ven-

tes. Aux camarades de voir ce qu'il faut faire. Rendez-vous en janvier pour faire le bilan et voir si l'on peut continuer - financièrement - (si les camarades qui reçoivent des envois groupés règlent leurs arriérés).

LA DIFFUSION (15 novembre 1969)

Les numéros de septembre et octobre ont été tirés à 2000 exemplaires.

Il reste mi-novembre invendus : n° 85 (septembre 69) 280
n° 86 (octobre 69) 290

(à Paris notamment, la diffusion pourrait être plus étendue, cela dépend d'un effort régulier de ceux qui s'en chargeraient)

La critique permanente d'I.C.O. Pour un débat théorique

LA PRESENTATION

Des critiques et des discussions sur la disposition de la première page. Devons-nous y apporter des transformations, y mettre de la couleur ? Le tout est-il trop traditionnel ? Mais c'est une question d'argent.

D'UN CAMARADE DE MARSEILLE (11-69)

Dans la lettre de San Francisco, page 12, I.C.O. n° 86, il y a une erreur de traduction : « Agnelli... la prossima volta i compagni della Fiat ti faranno fuori ». Il ne convenait pas d'écrire : « la prochaine fois, les camarades de chez Fiat à Turin auront ta peau » mais « te feront fuir ». La différence est notable.

D'UN CAMARADE DE PARIS (10-69)

Je viens de recevoir le premier numéro imprimé ; je l'ai seulement feuilleté. C'est pas mal, mais je trouve ça moins intime qu'avant, peut-être une question de mise en page. Je sens qu'il y a des critiques à formuler, mais je ne sais pas encore clairement lesquelles.

D'UN CAMARADE DE LA ROCHELLE (11-69)

« J'ai bien reçu les deux premiers numéros I.C.O. imprimés : I.C.O. y gagne en clarté (facilité de lecture). Côté contenu : « la lutte des classes en France » était nécessaire, surtout pour faciliter la lecture à celui qui tombe dessus pour la première fois, car il est certain que « France des Travailleurs » peut décontenancer ce même profane.

La rubrique « action et répression » a sa valeur car elle apporte des témoignages sur la lutte quotidienne sous toutes ses formes possibles, cette forme d'action que l'on délaisse trop souvent et qui doit compléter l'action sur le lieu de travail. Dans le « débouillage de crâne » chacun a son rôle à jouer. Place à l'imagination. Cela fait plusieurs fois que dans la rubrique « correspondance », des copains dénoncent la seule action sur le lieu de travail. En effet, la société est présente, elle, dans tous les domaines.

Pour en revenir au contenu d'I.C.O., il est évident que celui qui est à la recherche d'une théorie, de mots d'ordre, en un mot d'une organisation et de ses rouages, sera déçu avec I.C.O. Pour ma part, je ne suis pas contre un manque de cohérence quand la cause en est la confrontation d'expériences et d'idées, surtout quand le but de cet échange d'opinions n'est pas d'en arriver

à une ligne théorique inviolable (par souci de cohérence), mais seulement à ce que chacun comprenne mieux sa réalité.

Pour ce qui est précisément de faire I.C.O. imprimé et avec les moyens énoncés dans les derniers bulletins, l'expérience est à tenter évidemment. C'est sur le plan technique que se mesurera certainement l'avantage, s'il doit y en avoir un. L'augmentation du tirage est-elle proportionnelle à la demande ? Comme s'en soucie le camarade de Bordeaux dans la correspondance. Pourquoi I.C.O. ne trouve-t-il pas une place plus importante parmi les ouvriers ? Là aussi la question est embarrassante et mérite d'être abordée.

LA CENSURE A I.C.O. :

Un groupe de camarades qui signe « pour une critique révolutionnaire » s'est plaint d'une censure qui aurait frappé plusieurs tracts envoyés à deux reprises à I.C.O., il y a environ quatre mois. Nous avons parlé de ces tracts dans le numéro 86, page 27. Ces camarades ont reçu des explications divergentes sur cette omission, et critiquent I.C.O. dans ces termes :

« Nous savons, puisque cela a été dit et répété dans le bulletin, qu'I.C.O. n'est ni un groupe de théoriciens, ni un groupe de conseillistes. Nous le savons et nous voulons bien avoir encore l'indulgence de l'admettre. Le rôle d'I.C.O. est donc *l'information*. D'où notre surprise... Nous sommes loin de trouver ces explications satisfaisantes. Et si nous n'attachons pas, nous, une importance excessive au « Temps des cerises », qui fut publié un an après mai 68, nous estimons *scandaleuses* les 21 lignes qu'I.C.O. a cru devoir consacrer aux néo-théologiens strasbourgeois de « Gros Sel ».

UN CAMARADE DE LA REGION PARISIENNE de l'enseignement a protesté parce que nous n'avions pas publié le texte - motion pédagogique de l'Ecole Emancipée - qu'il nous avait transmis et que nous avions seulement signalé (I.C.O. n° 83, page 2, juillet 69) en indiquant qu'il était à la disposition de ceux que ça intéressait.

I.C.O. EXISTE, et cette expérience pèse même un poids assez lourd de mensonges par omission, de hiérarchie occulte, et d'éreintements discrets (Internationale Situationniste n° 12, p. 92, texte « quest-ce qui fait mentir I.C.O. ? »)

A PROPOS DE « LA DROGUE ET LES GAUCHISTES »
(n° 86 - octobre 69 - page 23)

Un camarade fait observer que si l'Etat réprime la drogue, y compris celle qui paraît inoffensive comme la marijuana, ce n'est pas parce qu'il n'en tire aucun profit (il lui serait facile d'établir un monopole comme le tabac, l'alcool, la loterie ou le tiercé), c'est parce que cette drogue calme toute agressivité et ôte totalement l'envie de travailler (voir tous les commentaires sur les rassemblements pacifiques des hippies, beat-nicks, jeunes aux U.S.A. et dans l'île de Wight en Grande-Bretagne)
D'UN CAMARADE FRANÇAIS EN SUEDE (30-10-69) :

...« Je crois reconnaître dans la pratique les thèses de Lefort, publiées dans Socialisme ou Barbarie et que j'ai lues ce printemps. Les thèses situationnistes ont l'air d'avoir fait du chemin en France et ailleurs, et la brochure de Strasbourg « De la misère en milieu étudiant » n'a pas fini de faire parler d'elle. J'ai l'impression, car elle va être réimprimée en Ecosse, oh ironie, en même temps, à peu près, que les textes de Cardan... »

D'UN CAMARADE DU SUD-OUEST : « A la suite de la parution d'I.S., n° 12, je vous signale ce Fait Divers : »

« On a trouvé, hier, dans le Jardin du Palais-Royal, le

cadavre d'Internationale Situationniste. On présumait un suicide (car la malheureuse menaçait, depuis sa naissance, de mettre fin à ses jours) quand le groupe anti-syndical I.C.O. a fait des aveux complets ».

D'UN CAMARADE DU MIDI : « J'ai lu en vitesse la revue des situationnistes. J'ai rarement connu pareille prétention. Tout le numéro est consacré à leur glorification, jusqu'à nous entretenir de leur propre merde (pour employer leur langage), de leurs exclusions et autres salades. Et gare à tous ceux qui les reniflent de trop près, dont I.C.O. et R.I. qui ont droit à leur mépris et aux invectives à la Céline. Je pense qu'I.C.O. aurait tort de prendre au sérieux ces guignols infatués d'eux-mêmes et d'engager une polémique qu'ils rendraient malsaine, quoi qu'on fasse. C'est regrettable, car ces situs, ont, malgré leur outrance influencé l'expression de la lucidité de la fraction radicale des étudiants. Puisque toute discussion fraternelle est impossible, laissons tomber. »(11-69)

D'UN CAMARADE DE LIEGE (10-69) : « Sur I.C.O. n° 86 : à propos de la transformation des liaisons (III, p. 5), je suis assez opposé à la diffusion régionale des adresses, dans la mesure où il me semble que l'on ne puisse pas être tout à fait sûr de tous les abonnés (n'importe qui peut s'abonner à I.C.O., y compris les flics). Il faudrait en discuter ».

« J'ai été très intéressé par la lettre du camarade du Havre (p. 6), surtout par le deuxième alinéa. Il me semble en effet qu'il faudrait qu'I.C.O. s'élargisse à d'autres terrains que la lutte dans les boîtes, et tout spécialement la vie quotidienne (le tract de Grenoble répond en partie à cette attente). Notre projet à Bruxelles et à Liège part de cette constatation que tout se tient dans l'oppression que le système fait peser, et aujourd'hui plus que jamais. Nous voulons tenter de ne rien laisser de côté, tout en sachant pertinemment bien que nous ne pourrions jamais couvrir tout le champ de la réalité ; ne serait-ce que parce que cela demanderait des volumes imposants auxquels nos forces ne suffiraient pas. Ceci dit, je conçois fort bien qu'I.C.O. soit « prisonnier » d'une certaine information, tout comme d'autres groupes s'attachent plus particulièrement, en l'approfondissant, à un secteur déterminé. Toutefois, ce qui, à mon sens, justifierait que l'on accorde un peu moins de place à la critique anti-syndicale, c'est le risque que le syndicat en vienne à être considéré « en soi », avec un désintéressement croissant pour ce qui est le moteur fondamental de son action - le patronat, le système capitaliste. Ainsi, l'on vit de nombreuses gens, en Mai, s'attarder à la répression policière, omettant ce qui faisait bouger les flics. Les syndicats étant les flics du patronat dans les boîtes, leur critique ne doit être qu'un moyen, limité dans le temps, et non tendre à devenir un but. Je ne fais pas ici un procès d'intention, mais c'est un risque que je vois se profiler à l'horizon d'I.C.O.. Il faudrait aussi en discuter. »

D'UN GROUPE DE CAMARADES DE PERPIGNAN : « Ce numéro d'I.C.O. (85, sept. 69), est très intéressant car il met au clair le caractère autonome des luttes qui se déroulent actuellement dans le pays au capitalisme avancé. Quelques critiques pourtant : le déphasage qui existe entre les lettres écrites, la plupart avant ou pendant l'été, et l'actualité.

Je pense qu'il ne serait pas mauvais qu'il y ait quelques articles théoriques pas forcément très longs en plus
Ce qui serait bon aussi, c'est que chaque action réalisée par des groupes correspondant avec I.C.O., soit étudiée au moins sur trois points : but de l'action, situation dans laquelle s'est réalisée l'action, critique de l'action, réalisé de façon à profiter pleinement aux autres groupes.

Quelque chose me gêne dans I.C.O. : c'est une sorte de « peur de déplaire », qui donne l'impression que vous êtes peu convaincus de ce que vous dites. Quel besoin avez-vous, par exemple, de dire dans l'éditorial du n° 85 que « certains ont disparus, d'autres ont quitté pensant trouver ailleurs un groupe plus conforme à leur exigence, etc... » ou encore, dans la brochure « Rencontre nationale 69 », à la dernière page : « peut-être as-tu sauté directement à cette dernière page, etc... ». Ceci vient peut-être d'un état d'esprit I.C.O. qui, à force d'être démocratique, en fait trop. Et finit par ne plus être naturel du tout. Ça sonne faux, parce que c'est voulu ainsi et non pas senti ainsi.

J'aurai préféré par exemple, que vous analysiez pourquoi ils sont partis. Par exemple : certains sont partis. Ils n'ont pas compris notre but. Ils n'ont pas compris qu'I.C.O. devait être autant fait par eux que par nous. Qu'il est ce qu'en font ses lecteurs. Mais peut-être étaient-ils trop aliénés pour comprendre ou vouloir comprendre ce but. Peut-être ont-ils préféré être les militants ou la bureaucratie d'une organisation directe où les problèmes sont bien moins difficiles à résoudre. »

Réponse à ces camarades

Ce que vous constatez du déphasage des lettres figurant dans le n° 85 avec l'actualité est inévitable ; il est particulièrement important pour ce premier numéro imprimé réalisé après la période des vacances. Cette remarque pose un des problèmes évoqués lors de la rencontre nationale de l'été 69. L'accent fut mis par la majorité des camarades sur le fait qu'I.C.O. devait être d'abord un lieu d'échange d'informations sur le mouvement ouvrier, sur les luttes dans les boîtes, sur l'activité des camarades isolés ou des groupes de camarades et sur les problèmes préoccupant chacun à l'occasion de ces informations. Le décalage dans le temps, s'il fait perdre tout intérêt à une information est la meilleure critique qui puisse être faite à celui qui l'a transmise. Le souci de l'actualité qui n'est que l'expression de la compétition qui nous entoure partout, introduit ce caractère superficiel de l'information. Il en est ainsi de la presse où « la dernière nouvelle » se dévalorise aussitôt que parue et qui, quelques heures ou quelques jours plus tard, n'intéresse plus personne. A l'occasion de toute information, si l'on touche l'essentiel, on peut donner à un fait, si minime soit-il, sa dimension réelle, en le reliant à l'ensemble des processus sociaux, de sorte qu'il prend un caractère permanent détaché du contexte provisoire dans lequel il a surgi. Cette critique rejoint finalement celle concernant le manque d'articles théoriques dans I.C.O.

L'idée de mettre dans chaque numéro d'I.C.O. quelques articles théoriques avait été envisagée également lors de la rencontre nationale ; ce projet devrait voir le jour dans les numéros qui viennent ; il devrait se réaliser sous deux formes :

- d'une part, des editoriaux qui, à raison de deux par numéro et dans certaines limites matérielles (trois pages dactylographiées), seraient rédigés par un camarade ou par des groupes, lesquels exprimeraient leur point de vue, ceci dans le but d'introduire éventuellement une discussion ;

- d'autre part, des brefs articles économiques essayant de relier des faits sociaux ou politiques au contexte économique global.

Mais ces articles, à orientation volontairement théorique, ne pourraient finalement se substituer totalement à la réflexion théorique dont nous parlons ci-dessus et qui ferait disparaître le déphasage que vous avez signalé. C'est précisément ce que vous proposez sur un plan

plus limité relativement aux actions réalisées par chaque groupe, ces groupes analysant en quelque sorte et faisant la critique de ce qu'ils auraient relaté ; cette manière de procéder pourrait être étendue à toute information transmise par des camarades.

La dernière question que vous soulevez est importante. Elle concerne apparemment un certain mode d'expression, lequel, pensez-vous, introduit une sorte de peur de déplaire, de crainte de dire son point de vue en toute circonstance. Le fait de laisser les autres s'exprimer le plus largement possible et le plus librement possible n'a pas de rapport avec la rigueur de pensée et d'analyse. Ceci n'a rien à voir avec la démocratie telle qu'on l'entend actuellement ; ce terme n'a d'ailleurs pas de sens dans la situation présente et son utilisation correspond à une condition bien déterminée qui, globalement, accepte les règles actuelles.

On peut concevoir un groupe qui cherche à avoir un système « cohérent » de pensée. Un tel groupe, ou bien s'enfermera dans ce système, et refusera tout contact avec les autres, ou bien fera route commune avec d'autres groupes identiques : dans ce cas, en fonction d'une perspective quelconque, il pratiquera une « démocratie » qui ne sera finalement qu'une sorte de tactique provisoire.

On peut concevoir un groupe comme la réunion de camarades qui essaient de voir clair dans ce qu'ils vivent, d'analyser la réalité sociale telle qu'elle se présente et d'essayer d'en dégager les lignes générales d'un processus. C'est le sens de la phrase qui figure dans la déclaration d'I.C.O. « Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs ».

Chaque camarade peut exprimer dans I.C.O. le récit et l'analyse qu'il fait de sa propre réalité sociale ou de celle dont il peut avoir connaissance d'une manière ou d'une autre. En regard de ce qu'il exprime ainsi, nous n'estimons pas avoir à décider s'il a « tort ou raison », mais nous essayons de relier les positions qu'il exprime, si elles divergent de celles que nous pouvons formuler, au contexte dans lequel il a pu les exprimer. Cela peut amener des discussions, cela peut amener des ruptures. Mais nous ne pensons pas que dans la plupart des cas, la discussion puisse transformer brutalement les positions de tel ou tel camarade ; au contraire, nous pensons que seule l'expérience et l'affrontement avec les réalités sociales peut l'amener à évoluer, ce qui le conduit, soit à abandonner les positions qu'il défendait, soit à rompre. C'est en ce sens que nous n'affirmons jamais d'une manière catégorique comme un système de pensée, les positions que nous pouvons avoir et que nous cherchons à laisser chacun s'exprimer le plus largement possible. C'est là le sens qu'il faut donner à ce que vous appelez « l'état d'esprit d'I.C.O. », qui n'est nullement, nous le répétons, de la démocratie.

Ceux qui ont quitté I.C.O. et que nous définissons rapidement dans l'introduction du n° 85 comme « pensant trouver ailleurs un groupe plus conforme à leurs exigences ou activités, ou théorie, ou éthique » sont allés les uns vers des groupes traditionnels (du type parti) les autres vers une forme d'activités différente de celle d'I.C.O. Ces camarades jugeaient la majorité des camarades d'I.C.O. comme trop aliénés et refusant de faire, comme l'écrivent les situationnistes, « la critique de leur vie quotidienne ». La discussion avec ces camarades a été fort longue, et est réunie dans un dossier qui devait être publié mais qui ne l'a pas été vu sa longueur ; ce dossier peut vous être communiqué, comme à tous camarades, et il l'a déjà été à plusieurs groupes (voir I.S. n° 12, pour les appréciations sur ce sujet, dans le texte inutile « Pourquoi I.C.O. ment ? »).

Nous pensons que dans les critiques de ces camarades transparait l'idée de minorité agissante, d'avant-garde, d'élite consciente, tout ceci non plus sous la forme des organisations traditionnelles, mais sous de nouvelles formes d'organisation et d'action. C'est ainsi qu'on voit se développer un peu partout des organisations conseillistes qui non seulement propagent l'idée des Conseils, mais pensent que dans cette société on peut créer certains groupes dans lesquels peuvent s'établir des relations privilégiées qui préfigurent en quelque sorte celles d'un monde nouveau ; ces mêmes camarades pensent, en général, pouvoir par une attitude exemplaire, ou par des actions exemplaires, faire non seulement une œuvre de propagande et de démystification, mais également jouer un rôle important dans le déclenchement des processus révolutionnaires. Nous ne poursuivons pas plus loin cette discussion, bien que nous soyons toutefois conscients qu'elle présente un caractère essentiel et que c'est un débat qui viendra au premier plan des discussions entre les camarades et les groupes, pas seulement à I.C.O., dans la période qui vient.

D'UN CAMARADE DE PARIS : « N'y voit pas une polémique gratuite tombant avec celles des situs (bien que je ne sois pas d'accord avec eux sur certains points). Je ne formule pas ces désaccords pour le plaisir, il ne s'agit, de ma part, que d'une contribution « honnête » à I.C.O. pour qu'il n'y ait pas d'illusions fausses sur nos rapports. J'aimerais participer plus activement aux discussions, y apporter de moi-même, de mes conceptions, de mes passions, etc... de ma participation pratique également, car je pense que les deux sont inséparables. On ne peut prendre plaisir à des rencontres sans accepter avec plaisir les tâches matérielles. Seulement, la présence de certains me bloque. Je n'ai rien contre eux, mais je m'en sens très éloigné. Il y a chez eux un formalisme qui m'effraie, des conceptions pré-établies qui rendent impossible tout dialogue pour celui qui le cherche réellement.

Lorsque des travailleurs se réunissent pour échanger et confronter leurs préoccupations, ils font plus que de l'information et de la correspondance (même s'ils ne font que cela). Cela, à mon avis, est qualitativement différent de tout le reste et devrait être passionnant, car c'est déjà le début de la construction de notre propre vie. Or, bon nombre de participants à I.C.O. ont une activité parallèle qui au lieu d'être complémentaire, est la plupart du temps contradictoire. Cela empêche l'approche réelle de problèmes réels car les participants ne réagissent pas en tant que membres d'une classe, mais en tant que militants politiques, alors que le simple fait d'être membre de cette classe et de vouloir discuter des problèmes de sa classe devrait être suffisamment politique sans qu'il y ait besoin d'ajouter une coupure idéologique, qui ne fait que rendre impossibles les discussions les rapports.

J'aurais aimé discuter à I.C.O. de mes propres problèmes, à savoir par exemple l'automatisation, mes revendications, ce que sera la société que nous voulons vivre, la pratique pour y parvenir, etc... le problème du journal aussi. Mais je sais que certains participants d'I.C.O. sont imperméables à une libre approche de ces problèmes parce que leur religion le leur interdit.

...Cette lettre et le texte qui suivent pourraient faire partie d'une discussion sur l'orientation d'I.C.O., mais j'en sais d'avance l'impossibilité.

« Pour moi la démocratie ouvrière n'est pas la tolérance de petites idéologies au sein d'une grande, comme peut l'être la démocratie bourgeoise, c'est plutôt un dépassement de celle-ci dans la mesure où elle ne s'exerce

plus par rapport aux hommes (contrainte) mais par rapport aux objets (création). C'est une démocratie pratique et matérielle où l'idée et la morale laissent la place à leurs réalisations objectives. Il ne s'agit plus de tolérer telle idée avec telle autre, mais de s'entendre sur la nécessité d'une publication, d'une action, sur la nécessité de supprimer telle branche d'industrie, d'automatiser telle autre, etc... La démocratie n'est pas non plus la dictature du prolétariat qui ne s'exerce que comme pouvoir purement politique. La dictature du prolétariat n'est pas la réalisation matérielle des ouvriers mais la marque de la pénurie matérielle. C'est un pouvoir de classe dans une société de classe, c'est encore le pouvoir de la bourgeoisie. La démocratie ouvrière n'est pas plus le fait que la minorité consciente attende que la majorité devienne consciente à son tour ou que la minorité éduque la majorité dans la perspective de la grande vérité. L'existence de travailleurs radicaux n'est pas la conséquence de leur volonté à être conscients. Ils sont des produits historiques qui s'expriment dans leur temps historique par la pratique historiquement possible et pour leur propre compte ; c'est en même temps la seule façon de ne pas entretenir des rapports de dépendance et de hiérarchie de la conscience avec les autres travailleurs. Agir pour notre propre compte c'est la meilleure manière d'être avec les autres. A I.C.O., la pratique n'est pas possible, d'abord dans la multiplicité des tendances et parce que nous nions notre propre existence en essayant de la faire à l'ensemble (passage non complété). En voulant être avec les autres, nous nous en séparons parce qu'en fait on ne peut pas nier que les travailleurs d'I.C.O. sont différents des autres travailleurs. Tenter de se consacrer à une classe ouvrière mythiquement unie ne fait pas avancer le problème d'un pouce. Même les discussions à I.C.O. ne sont pas la participation de travailleurs concernés par les mêmes problèmes et qui tentent d'élaborer leurs propres revendications, leurs propres satisfactions ; elles ne sont qu'un échange de point de vues où chacun reste seul avec une idée que les autres écoutent mais n'entendent pas, avec une idée qui n'a aucune chance de devenir pratique.

Que des travailleurs de tendances religieuses diverses puissent se cotoyer dans le même groupe pourrait passer pour positif ; comme l'expression d'un dépassement de la pensée sectaire, mais quand cela dure des années, quand on connaît les concessions nécessaires et le nombre de personnes qui se lassent pour n'avoir pas pu se plier aux concessions (taire une partie de soi pour tolérer les autres). Bon nombre de personnes qui ont été lassées par la démocratie d'I.C.O., qui se sont mis sur la touche, ne l'ont pas fait par incompatibilité de tendance (Situs, anars, marxistes, etc...), mais parce qu'il n'est pas possible de tout dire à I.C.O. sans remettre tout en question. Qu'un ouvrier soit marxiste ou anar, est une chose, qu'un marxiste ou un anar soit OUVRIER en est une autre.

J'ai toujours pensé que les luttes de classe continuaient à l'intérieur du mouvement révolutionnaire parce que l'histoire et la pratique le démontrent sans cesse, je me demande aujourd'hui si les luttes de classe ne continuent pas dans la classe elle-même.

Comme travailleur « Professionnel n°2 », j'occupe dans la hiérarchie du travail une place relativement privilégiée par rapport aux camarades manœuvres ou ouvriers spécialisés (les cadences, la discipline peut-être, le travail plus intéressant paraît-il, les salaires plus élevés, etc...). Or, à I.C.O., j'ai l'impression d'être le type-bleu-qui-vient-de-l'atelier. Cela vient du fait qu'une partie importante des participants d'I.C.O. est encore plus « aristocratique » que moi (intellectuels se prolétarisant, prolétaires s'intellectualisant, universitaires, cadres, étudiants ! ! !). Cela remet quelque peu en question le con-

tenu initial d'I.C.O. « Un groupe de travailleurs » car les gens n'y viennent pas parce qu'ils sont travailleurs et qu'il faut s'en sortir, mais parce qu'ils sont ouvriéristes et que regarder et constater est bien suffisant. Les gens ne sont pas liés socialement mais idéologiquement (marxistes, anarchistes, conseillistes, syndicalistes, ouvriéristes, etc...). I.C.O. n'est pas un groupe de travailleurs, mais un rassemblement « d'idéologues » ; c'est pour ça que l'on s'y tolère si bien depuis de nombreuses années. Le qualificatif travailleur est le loup qui masque les anarchistes, marxistes, etc, etc... Plus que tout autre groupe, I.C.O. ne peut prétendre à autre chose qu'à être une somme d'individus car il n'y a même pas d'idéologie commune. Puisque les gens s'acceptent, qu'ils se dépassent en brisant la léthargie pratique, mais est-ce possible ? ».

(Aux camarades de Paris de répondre à ce texte qui soulève des problèmes théoriques autant que pratiques.)

D'UN CAMARADE DE GRASSE (10-69) : « ...entre le marxisme du capital et celui de la lutte des classes. Le premier est mécaniste, fataliste, le second est historique et bien vivant. La lutte des classes c'est un rapport de forces dont l'issue n'est jamais écrite d'avance. Rapport de forces dans lequel le rôle des hommes compte, individuellement et collectivement; celui des « militants » aussi, ces catalyseurs qui agissent comme les substances qui dans la mitère vivante favorisent telle ou telle réaction. Etant entendu que les individus comme les classes ne se meuvent pas dans la fiction, mais dans un réel en évolution. D'où les limites de ce qui est possible ou non. Bien difficiles à déterminer.

Le communisme de Conseil sera ce que ceux qui s'en réclament en feront y compris même les situs. Et tant mieux si les tendances ou les hérésies, comme on voudra se précisent. On y verra plus clair. L'orthodoxie et le monolithisme se rencontrent fréquemment, mais c'est un test pour nous tous de se comprendre sur une base de confiance réciproque entre « intellectuels » et « pensée concrète » entre « théoriciens » et ceux dont la vie est toute « praxis » c'est-à-dire expérience pensée, activité pensée. Ce test, je ne sais pas si nous le gagnerons. Si nos « intellectuels » se mouillent grâce aux événements, peut-être. Mais ils ont tant à apprendre et c'est si facile de rester spectateur critique. »

D'UN CAMARADE DE LA HAUTE-SAONE : ...« Autre problème qui me tracasse, et je ne dois pas être le seul, c'est le besoin d'une sorte de synthèse, d'une mise au point sur des problèmes généraux qui sont plutôt sentis que connus, je veux parler par exemple de l'état, comme instrument de la bourgeoisie. Les syndicats, alliés objectifs et de fait du capital, etc... Il me semble souhaitable que ceci soit entrepris de façon précise et approfondie puis largement diffusé. Cela permettrait, à mon avis, de clarifier bien des idées et de mettre les choses au point. La réalisation de cette tâche me semble urgente au moment où la bureaucratie syndicale fait de la surenchère pour freiner tout mouvement et où une

participation de la « gauche » traditionnelle, peut-être même du P.C.F. au gouvernement, n'est pas exclue. Je compte sur I.C.O. pour mettre en chantier un tel travail de rassemblement de documents, d'exemples flagrants, etc... Quand je dis I.C.O., je pense évidemment à tous ceux qui ont les moyens théoriques et pratiques de le faire. »

D'UN CAMARADE DE SAONE ET LOIRE (16-11-69) : ...« J'ai bien reçu les deux premiers numéros d'I.C.O. imprimé. Je les ai trouvés fort bien dans leur présentation. Le premier numéro m'avait paru un peu vide dans son contenu. Le second m'a fort intéressé. Serait-il possible de renouveler des analyses d'action directe dans le genre de ce qu'a fait ce camarade de Grenoble dans « Action directe et gauchisme de service » (I.C.O. n° 86, p. 22). Je regrette pourtant qu'il n'ait dirigé cette analyse sur l'attitude du public. Il serait intéressant de faire l'analyse du comportement du ou des manifestants, ce qui permettrait de progresser dans une attitude qui devrait permettre aux manifestants de communiquer avec le public.

Je voudrais que quelqu'un me réponde sur ce que vous appelez, à grands cris quelquefois : « la conscience de classe ». Moi j'avais pensé, dans ma petite tête que dans une société non étatisée, où chaque individu pouvait librement s'épanouir, il ne serait plus question de classe, ou alors cela deviendrait une espèce de racisme.

Dans la société actuelle, je me demande si cette notion de classe ne nous empêche pas d'établir des contacts qui permettraient d'évoluer plus rapidement : je pense à certaines hésitations, voire au refus de la part d'ouvriers d'accueillir des étudiants et à certains étudiants de ne pas savoir faire un effort de langage et de simplicité dans leurs discussions. Je suis souvent choqué par cette façon qu'ils ont de s'imposer dans la discussion et pour certains de ne pas voir qu'ils écrasent, par leurs paroles, leurs interlocuteurs ouvriers.

Je voudrais bien vous faire parvenir un article que j'ai dans la tête sur des formes d'actions autoritaires que je réprovoque et qui sont souvent utilisées dans les milieux révolutionnaires, mais je ne peux m'exprimer par écrit aussi clairement que je le voudrais.

Je voudrais savoir s'il existe des coopératives ouvrières qui auraient retenu votre attention. Je travaille en ce moment avec un artisan et nous avons pour projet, si le travail demande à ce que nous soyons plus de deux à l'atelier, de former une coopérative ouvrière. J'aimerais profiter de l'expérience que certains ont des coopératives ouvrières, étant entendu que nous resterions peu nombreux. Nous ne voulons pas nous mécaniser. Nous pensons que ce serait mentir que de truquer notre travail pour qu'il ait belle allure. Je pense qu'une machine ne peut rien faire de vrai, et puis, nous ne voulons pas nous abrutir. Je vois pourtant mal comment structurer une coopérative ouvrière dans une société capitaliste ; nous allons forcément être obligés de tenir compte des données capitalistes imposées par l'état, ne serait-ce que sur l'aspect juridique que celui-ci va nous imposer. »

La réponse qui peut être jointe est celle d'un camarade ; tout autre peut faire une autre réponse, et si une discussion s'engage à propos d'un désaccord, tant mieux. Aucun d'entre nous ne détient de vérités.

Un camarade qui pose des problèmes devrait recevoir non pas une réponse, mais des réponses transmises par I.C.O. et publiées dans le numéro suivant.

« Des nouvelles d'ici. L'énorme machine à intégrer au système est probablement en train de se décomposer. Les institutions relais, commencent à sentir mauvais. La famille explose. Les villes implorent, l'armée s'étiole. Bien sûr ce n'est qu'un début et beaucoup de gens (l'aile gauche (sic) du parti démocrate, les libéraux, les Lindsay, les Mac Carthy, et une bonne partie des radicaux du S. D. S.) essaient de colmater les brèches. Mais ce qui est plus important, c'est que la guerre du Viet-Nam et l'insécurité dans les villes aidant, les gens sentent que quelque chose ne tourne pas rond. En particulier la dégradation de New-York qui s'est déroulée très rapidement, amène beaucoup à se poser des questions : pollution atmosphérique, des eaux, etc... sont-elles inévitables ? De nouveaux rapports entre les villes et campagnes peuvent-ils être envisagés ?

Le Moratorium (arrêt du travail dans l'enseignement) pour le Viet-Nam (15 octobre et 13-14 novembre) même

organisé par les libéraux, décongestione un peu les gens. Tout ça pas du tout « politique » mais avec d'in-vraisemblables naïvetés. Le mouvement Hippie même dans sa fraction politisée a, par exemple, perdu beaucoup de punch et se trouve intégré dans les revues spécialisées. Les mother fuckers se sont engloutis dans les sables du Texas après avoir jeté toute leur flamme à New-York. Les divers essais de formation de « territoires libérés », les communes, etc... qui se multiplient ne sont-ils rien qu'un ensemble de solutions personnelles trouvées par des petits bourgeois ? Sûrement pas. N'empêche que ça déconne beaucoup : de l'astrologie aux spéciales pour P. D. en passant par le bouddhisme. On peut comme les situationnistes d'ici (encore plus sectaires qu'à Paris, semble-t-il) les taxer d'aventurisme. Cette forme d'apprentissage avec ses limites et ses échecs mériterait d'être étudiée par tous ceux qui en Europe ne rêvent que de groupes autonomes. En tous cas cela entretient l'atmosphère entre le vrai et le faux problème. Voilà un tableau trop superficiel à mon avis. »

LIAISONS INTERNATIONALES

— AGITROP INFORMATION 160 North Gower Street
London N W 1 (tél 01-387-5406)

en coopération avec RSSF, International Socialisme, Freedom Bookshop, Solidarity, et Libro Libre - a été formé en combinant les moyens dont disposaient SCEW (Support Communications for a Revolutionary Europe and World) et Agitprop. Le but est de répandre une information d'ensemble et de constituer un réseau de liaisons pour tous ceux qui œuvrent pour une transformation révolutionnaire de la société. Ce service ne consiste pas seulement à amasser des informations (bien qu'il soit cela aussi) ; il vise à apporter une assistance pratique au mouvement révolutionnaire. Il est aussi un mouvement concret vers l'unité de l'aile gauche dont beaucoup d'entre nous parlent seulement du bout des lèvres. Ce service est offert gratuitement. A gitprop Information est une organisation non sectaire. Il a été formé après consultation des principales organisations de gauche, mais il ne doit son existence à aucune d'elles en particulier. Plutôt il est k une de ces nombreuses contre institutions qui ont été formées pour combattre le contrôle capitaliste sur les communications et l'information...

Ceci est extrait d'une affiche en forme de programme (en anglais) que chacun peut obtenir à l'adresse ci-dessus.

A la suite de la rencontre de Bruxelles, les camarades belges commencent à mettre sur pied le centre de liaisons internationale dont nous avons convenu. L'organisation dont nous parlons ci-dessus recoupant en partie ce que nous envisagions ainsi de faire, des contacts pris en vue d'une coordination. Nous donnons ci-après le texte rédigé par les camarades de Bruxelles à l'intention de tous les groupes ou camarades intéressés. Les observations sur ces questions doivent être adressées directement en Belgique et non à I. C. O.

AU COURS DE LA REUNION INTERNATIONALE d'I. C. O., qui s'est tenue à Bruxelles les 12 et 13 juillet 1969, les participants ont demandé aux camarades belges présents de créer un organisme international d'informations, de correspondance et de liaisons.

Nous avons discuté entre nous, nous avons reçu cer-

tains avis et voici ce que nous sommes en mesure de proposer avec une chance raisonnable de réussite.

Chaque groupe, chaque individu, proches des positions d'I.C.O. et intéressés, nous envoient leurs publications, leurs analyses théoriques, les informations et la documentation dont il peut disposer. Tous ces textes seront centralisés à Bruxelles, présentés et résumés dans un bulletin mensuel qui sera envoyé à tous les correspondants. Les textes pas trop longs qui nous seraient expédiés en un nombre suffisant d'exemplaires (disons provisoirement, plus ou moins 150) y seraient joints.

Il y a évidemment un problème linguistique ; la difficulté n'est pas dans la traduction ; mais il est difficile de répandre le bulletin dans la langue usuelle de chaque pays pour des raisons matérielles et financières évidentes. Nous nous proposons, momentanément, de faire deux expéditions du bulletin, l'une en français, l'autre en anglais et nous sommes prêts à étudier toute suggestion. Chaque participant devra choisir une de ces deux langues.

Dans notre esprit, les liaisons établies à partir de ce bulletin devraient servir de base à des liaisons plus actives, par exemple, à une information rapide des travailleurs d'une entreprise lorsqu'une grève éclate dans une usine du même groupe capitaliste dans un autre pays.

Si notre initiative vous intéresse, écrivez-nous et commencez à nous envoyer vos textes. Nous comptons commencer en janvier.

Toute correspondance à :

M. C. GILLES — B. P. 12
1050 — BRUXELLES 2
BELGIQUE

Participation financière : nous pensons nous débrouiller si chaque « adresse pour envoi » nous expédie environ 35 FB (70 cents US) pour couvrir les frais de poste et de papier.

PUBLICATIONS

Sous ce titre, tu trouveras :

1 --- l'annonce de textes publiés séparément par des groupes participant à I.C.O.

2 --- Le rappel de publications antérieures disponibles.

3 --- Un relevé des publications échangées ou de celles qui auront pu intéresser des camarades accompagnées parfois de notes critiques.

LA CRITIQUE : Ce qui est dit ici n'est que l'opinion d'un ou plusieurs camarades. Si tu n'es pas d'accord ou si tu as lu quelque chose d'intéressant non mentionné ici, tu dois l'écrire car cela peut nous intéresser tous.

LA DOCUMENTATION : Pour une discussion, pour un article, tu as réuni des textes, des articles de journaux, des livres ? Pourquoi ne pas en publier la liste ? D'autres camarades la compléteront et cela pourra servir à tous.

L'ECHANGE : Seul ou en groupe, vous avez publié des textes, des tracts, touchant le mouvement ouvrier, ou une lutte particulière. Signale-le nous : ou on le mentionne avec nom et adresse, ou tu nous en envoies suffisamment pour satisfaire les demandes.

I. - Textes publiés depuis octobre 69

-- Anton Pannekoek, LENIN ALS PHILOSOPH (Lénine philosophe, avec un compte rendu de Karl Korsh et une préface de Paul Mattick), Europäische Verlagsanstalt, Francfort 140 p. (en allemand).

-- Paul Mattick, KRITIK AN HERBERT MARCUSE (Critique de Herbert Marcuse. L'homme unidimensionnel dans la société de classes), IBID., 68 p. Version élargie du texte « les limites de l'intégration », paru dans les ETUDES DE MARXOLOGIE (CAHIERS DE L'I.S.E.A., août 1966), pp. 173-201 (en allemand).

-- RENCONTRE INTERNATIONALE 1969 : Les camarades intéressés doivent demander cette brochure à I.C.O.

-- BULLETINS de l'A.E.I.S. : Périer - Boîte Postale 11-47 76 Le Havre.

Les numéros 1 et 2 sont épuisés et malgré la demande, les camarades ne pensent pas le reproduire, ou sous une autre forme. Le numéro 3 est paru.

-- GEORGE GROSZ : « Das Gesicht Der Herrschenden Klasse » (le visage des classes dominantes, Berlin 1921) : Cette collection de 57 dessins se rapporte à l'histoire de l'Allemagne dans les années 20 : la destruction des mouvements ouvriers - l'ascension du fascisme, la pauvreté de la classe ouvrière ; cet ouvrage a été réimprimé par la publication anarchiste hollandaise DE VRIJE Wilgenstraat 58-B Rotterdam II - Prix 3 florins.

-- PANNEKOEK et les CONSEILS OUVRIERS : Serge Bricaner (Editions E.D.I. - 29, rue Descartes - Paris 5ème). Cet ouvrage est un recueil des textes les plus importants d'Anton Pannekoek accompagnés de commentaires qui les situent dans la période historique où ils ont été écrits (les camarades qui passeront commande par le canal d'I.C.O. bénéficieront d'une sensible réduction sur le prix de vente en librairie).

Nous donnons ci-après le sommaire :

Critique du socialisme classique (la social démocratie allemande - les divergences tactiques au sein du mouvement ouvrier) - Le nouvel esprit communiste (la polémique Kautsky - Pannekoek - La guerre mondiale et le mouvement ouvrier - Soviet russes et raete allemands - Social démocratie et communisme) - Critique du socialisme radical (la scission du communisme européen - révolution mondiale et tactique communiste - communisme et libération nationale - l'état groupusculaire - de la révolution russe) - l'idée des conseils (parti et classe ouvrière - principes d'organisation - l'action directe dans les sociétés contemporaines - la production et la distribution dans le monde nouveau).

II - Brochures et numéros anciens disponibles ou demandés

Brochures Disponibles :

-- LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE - Mai-Juin 68 (2,50 F).

Sommaire : il s'est passé quelque chose - la société capitaliste - le mouvement étudiant - le mouvement ouvrier - participation et réforme des structures - l'organisation de la production et de la distribution par les producteurs eux-mêmes - annexe : cinq thèses sur la lutte de classe.

-- DICTATURE DES INTELLECTUELS (1 F) : Remarques critiques sur les « Réflexions » de Max Nomad par Paul Mattick (1934).

-- LES PROVOS ET LA LUTTE DE CLASSE (1 F) : Que s'est-il passé à Amsterdam en 1965 - le manifeste des Provos - une discussion sur les provos.

-- LE MOUVEMENT POUR LES CONSEILS OUVRIERS EN ALLEMAGNE (1918-1935) (1 F) : Exposé, analyse et discussion.

-- REPONSE A LENINE (réimpression) (4 F)

-- PETIT PRÉCIS DE DROITS (0,50)

-- L'AUTOGESTION, L'ETAT ET LA REVOLUTION (brochure de Noir et Rouge - 2,50 - C.C.P. Claris 20020-93 Paris ou à I.C.O.)

-- LA LUTTE DE CLASSES AU PORTUGAL (Cadernos de circunstancia) ce texte est la reproduction du texte diffusé par des camarades portugais à la rencontre de Bruxelles (s'adresser à I.C.O.)

-- LUTTE A TURIN 1969 : ensemble de textes sur les grèves en Italie du Nord, dont la plupart ont été publiés dans I.C.O. mais qui se trouvent ici réunis en une seule brochure facilement diffusable (s'adresser à ICO)

-- THESEES SUR LA REVOLUTION CHINOISE (Cajo Brendel) Numéro spécial des Cahiers du Communisme de Conseils - n° 4 - juillet 1969.

Introduction - le caractère de la révolution chinoise - les relations de classe dans la révolution chinoise - le développement de la révolution en Russie et en Chine - les partis dans la révolution chinoise - le kérensky chinois et les paysans de chine - le partage des terres et la révolution agricole - les paysans contre le capitalisme d'état - la période des cent fleurs et la politique des trois drapeaux rouges - la nouvelle classe en Chine contre le Koung-Tchang-Tang - le K.T.T. contre la nouvelle classe en Chine - Chronologie (2 F - Camoin - B.P. 15 - 13 Marseille 12ème).

en italien :

— IL PROCESSO DI EMILIO HENRY (L. Galleani) (Gioventà Anarchica di Savona Casella postale 22 Savona, ou à I.C.O.)

— ATTIVITA INFORMAZIONI ANARCHICHE (bulletin du même groupe)

— PROPOSTE DI DISCUSSIONE del Gruppo di Torino Potere Operaio (demande à I.C.O.)

Numéros d'I.C.O. disponibles :

— 1966 : 50-51-52 - 1967 : 58-60-62-64 - 1968 : 75-76 - 1969 : 77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87.

Des camarades demandent

— les numéros d'I.C.O. : tous les numéros, antérieurs à 1966 et 49, 65, 70, 71, 72, (plusieurs numéros de chaque).

— les brochures : La Russie et Nantes St-Nazaire (supplément à I.C.O.).

— Hongrie 56 : documents sur les conseils ouvriers, publiés par des camarades de Lyon.

— un exemplaire du texte « De la misère en milieu lycéen ».

— La Rage au ventre : plusieurs camarades demandent ce texte qui est épuisé sans espoir de retour. Ceux qui en détiennent des exemplaires peuvent-ils les renvoyer ou bien prendre l'initiative d'un nouveau tirage ?

— POLITISEZ VOTRE SEXE : plusieurs numéros.

— UNE COLLECTION DE L'INTERNATIONALE-88

— Une collection de l'INTERNATIONALE SITUATIONISTE : 1 à 10 inclus.

Si tu as en double de vieux numéros ou, des brochures, ou que tu jettes ce bulletin après l'avoir lu, renvoie nous les, nous en avons l'utilisation : cela ne coûte que 7 centimes.

III - Publications reçues

en français

— ELEMENTS POUR UNE DISCUSSION : brochure de textes de la publication International Socialism (du groupe anglais du même nom de tendance léniniste marquée) traduits en français en 1967 et ayant servi de base à des discussions au sein du groupe « Pouvoir Ouvrier ». Dans l'avant-propos signé « un groupe efficace d'inorganisés » et daté d'octobre 69, la conclusion déclare : « aucun de ceux qui participent à cette publication n'ont été conduits à des positions identiques à celles de nos camarades britanniques. Tous pensent cependant que leur travail constitue une importante contribution à la reconstruction de la théorie révolutionnaire ».

Sommaire : Tony Cliff : Perspectives de l'économie de guerre permanente — Sur la nature du capitalisme d'Etat Les racines économiques du réformisme.

(La vieille Taupe - 1, rue des Fossés St-Jacques, Paris 5e)

— OU VA LA F.E.N. ? 21 ans après - numéro spécial de l'Ecole Emancipée - tendance au sein de la Fédération de l'Education Nationale - syndicats autonomes de l'enseignement, dont les positions présentes sont résumées dans cette conclusion : « Nous, syndicalistes révolutionnaires, sommes dans notre organisation. Nous voulons travailler avec tous ceux qui veulent se battre et refuser la capitulation.

...que nous contribuerons à faire vivre la F.E.N., que nous contribuerons à notre propre émancipation. » (n°5, 1-11-69 - Larvor - C.C.P. Rennes : 2348-36 - 3 F.)

— POUR UNE CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE : (voir I.C.O. n° 86, octobre 1969 - p. 27)

Tracts divers sur la Chine - sur « documents anarchis-

tes » - sur C.I.I. Informations (détournement de l'entête d'une brochure éditée à l'occasion du S.I.C.O.B.). « Il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni Castro, ni Mao » - pour les élections à la présidence - la fin du spectacle - Pif et son gadget (rendre la honte plus honteuse en la livrant à la publicité) - C.G.T. 1er mai - Fin de l'Université...

(pour obtenir ces tracts, écrire à Pêcheur, Poste restante - Boulogne-Billancourt-Jaurès - 92 Boulogne.)

— RECHERCHES LIBERTAIRES : n° 5 - Anarchie positive - communication et hiérarchie - responsabilité sociale de l'architecte - la violence révolutionnaire : Georges Sorel - (correspondance : A. Pirou, 10, rue J. Weydmann 67 Strasbourg Meinau - fonds : C.C.P. Nancy 1927 84 Y Après un an et demi d'interruption, ces camarades veulent poursuivre leur projet :

- développer un travail de clarification et de recherches théoriques.

- mener ce travail en commun en l'appuyant sur une liaison souple mais constante.

- instaurer une confrontation et un dialogue permanents en refusant tout sectarisme.

— MONDE LIBERTAIRE : n° 154 - 3, rue Terneaux - Paris IIème.

— JEUNE REVOLUTIONNAIRE : n° 8 et 9 - 18, rue de l'Echiquier, Paris 10ème.

« ...partir à la conquête de secteurs entiers de la jeunesse ouvrière et étudiante, contester non dans les textes mais dans l'action la direction de la classe aux appareils bureaucratiques... »

LE RESISTANT A LA GUERRE : n° 19 - rue du Stand - 24 Bienne - Suisse.

— CAHIERS DE HAN RYNER : n° 94 - 3, allée du Château - 93 Lles Pavillons-sous-Bois.

— ROUGE : n° 33 à 35 - B.P. 201 - Paris 19ème.

« la petite bourgeoisie peut trouver un chef dans la personne du prolétariat - la petite bourgeoisie n'est pas inévitablement réactionnaire. - agir sur ce mouvement des classes moyennes ».

— JUSTICE MODERNE : n° 1 - Tribune du Justiciable - Les Peupliers - Charière Blanche 69 - Ecully. « groupement d'action judiciaire pour une meilleure protection des citoyens et la démocratisation de la justice. »

— ANALYSES ET DOCUMENTS : n° 177 - 29, rue Descartes - Paris 5ème.

— UNION PACIFISTE : n° 38 - Gauchon - Groupe Langevin - 78 Trappes.

— PERSPECTIVES SYNDICALISTES : n° 53 - 8, place J. Bonsergent - Paris 10ème.

— ECOLE EMANCIPEE : n° 3 - Larvor - 12, rue Le Braz - 22 St-Brieux - « intégration et grèves sauvages ».

— LA VOIX DE LA PAIX : n° 202 - Bauchet - 36, rue Maréchal Foch - 14 Villiers-s-Mer.

— LE PROTESTATAIRE : n° 31 - Gérard - 23, rue de Richelieu - Paris 1er.

— INTEREDUCATION : n° 11 - 8, rue Marcelin Berthelot - 92 Montrouge.

— C.I.R.A. : n° 19 - Centre national de recherches sur l'anarchisme - Beaumont 24 - 1012 Lausanne - Suisse.

— LA BASE : Comité d'Action Citroën - Jean Renault - 23, rue Blanche Paris 9ème — 7-11-69- Renault - Le Mans 2 grèves - le boni : travail imposé par le capitalisme pour s'enrichir les poches et faire crever avec souffrances les ouvriers.

— POUR L'ANARCHISME : Nicolas Walter - traduction

française d'une brochure anglaise « About anarchism » éditée par Freedom Press - s'adresser à : C.I.R.A. Beaumont 24 - 1012 Lausanne - Suisse.

— SUR LE POINT : (rectification d'un camarade de Liège) (10-69).

« Je signale que « LE POINT » existe depuis plusieurs années et que son extension à la France, à la Suisse, date d'au moins un an. Son orientation « Guévaro-trotskyiste » et se masturbant sur les « luttes révolutionnaires du Tiers-Monde » (surtout Cuba) ce qui lui vaut de la part de nombreux camarades belges le reproche justifié de ne guère s'occuper - ou si peu - de ce qui se passe dans le pays. Leur comité de rédaction est surtout composé d'universitaires originaires de milieux très bourgeois plutôt liés à la franc-maçonnerie (et non catholiques de gauche). Leur style « intellectuel gauchisant » les rapprocherait plutôt du Nouvel-Observateur, quoique plus « radicaux ». Un de leur mérite : voir mener très tôt le combat contre le sionisme en réaction contre les sionistes marxistes léninistes (sans rire) de Bruxelles, assez nombreux à la jeune garde Socialiste. »

— D'UN CAMARADE DE GRASSE : (10-69) « ...J'ai lu « La révolte vient de loin » de Tillon, que j'ai connu lorsqu'il était secrétaire de la Fédération des Produits Chimiques... C'est l'histoire de la révolte du « Guichen » à Corfou, quelques mois après les mutineries de la Mer Noire. Curieux : il y a deux pages sur la spontanéité, en contradiction avec sa conclusion où intervient la notion de parti. Comme Trotsky dans son histoire de la Révolution. Comme quelques pages dans le Broué sur la Révolution Espagnole. Il faudrait un jour regrouper de telles pages décrivant le mécanisme d'un mouvement, pas le mécanisme, mais la dynamique de l'action de masse, au cours de laquelle le ou les « militants » (meneurs serait plus exact, puisque non organisés) s'effacent dans l'action une fois leur rôle de catalyseurs inconscients ou conscients terminé. »

— LUTTE DE CLASSE pour le pouvoir des travailleurs - septembre 1969 - Militer, comment ? Pour un regroupement révolutionnaire (ce texte est la reprise quelque peu modifiée du texte dont nous avons parlé à propos du regroupement interentreprise - I.C.O. n° 82 - juin 69) - Ces grèves qu'on appelle sauvages (ce bulletin est l'organe du G.L.A.T. - Groupe de Liaison et d'Action des Travailleurs - Michel Dauphin, 4, rue Clavel, Paris 19e).

— CAHIERS DE MAI - n° 15 (Fournié, 80, quai de la Rapée - Paris 12ème) - Ce numéro contient le récit détaillé des grèves d'USINOR DUNKERQUE (mai-juin 68) de l'usine Carel-Fouché-Languépin du Mans, de la grève à la R.A.T.P. (septembre 69), de la S.N.C.F. (dépôt d'Avignon et de Tours). Trois pages sont consacrées aux grèves allemandes sous le titre « fin du miracle allemand et réveil de la classe ouvrière ».

— POUR UN MARXISME LIBERTAIRE : D. Guérin (éditeur Laffont) Ce n'est qu'un recueil de textes déjà parus notamment dans Jeunesse du Socialisme Libéraire et dans divers articles. Qui en fait une critique ?

— QUATRE TRACTS ET COMICS réalisés par le « Comité de salut public des vandalistes de Vesoul ».

— COMITE DE LIAISON A.G.E. : septembre 69 - informations sur les A.G.E.

— PALAIS ROYAL SERVICE : tract sur les élections au comité d'entreprise « Pas de fric pour Trémoureux » (comité pour la décolonisation de la vie quotidienne).

— LE GAUCHISTE : n° 4 - octobre 69 - Italie - des faits nouveaux - à bas le folklore bas les masques - « Le Voleur » - sexualité et travail - (Gérard Trainoir, 13, rue du Clos Dion - 77 Montereau).

— LUTTE OUVRIERE : n° 51 (Rodinson, 54, rue Monsieur le Prince, Paris 6ème).

— LE PROLETAIRE : n°s 67-68 (B.P. 375 - Marseille Colbert). - En supplément un tract intitulé « pour un syndicat de classe », dans lequel ces camarades expliquent qu'ils « se battent pour que le syndicat ouvrier traditionnel, la C.G.T., renaisse comme syndicat de classe... »

— POUVOIR OUVRIER : n° 98 (22, rue Léopold Bellan, Paris 2ème) - « 20 ans après, le sens de la révolution chinoise ».

— PROGRAMME COMMUNISTE : n° 45 - périodique du Proletaire (B.P. 375, Marseille Colbert) - au sommaire : « luttes partielles et lutte générale » - « Théorie marxiste de la monnaie ».

— FEUILLE ANARCHISTE : n° 10 (Finster, 122, avenue de Choisy, Paris 13ème).

— PEUPLE BRETON : n°s 69-70 (B.P. 713 Rennes) - « groupes et fêtes folkloriques : l'agonie culturelle entretenue dans notre peuple ».

— ENBATA : n° 118 (14, rue des Cordeliers, Bayonne) - en supplément au peuple breton n° 70 - « tortures infligées aux basques révolutionnaires ».

— ECOLE EMANCIPEE : n° 12 (Larvor, 12, rue A. Le Braz, 22 St-Brieux) - articles sur la continuité de l'E.E. avec quelques éclaircissements sur la rupture des lambertistes du Front Unique Ouvrier, avec la tendance E.E. - « qu'est-ce que l'E.E. » dans le n° 2.

— CAHIERS DE L'HUMANISME LIBERTAIRE : n° 158 (Leval, 33, Bd E. Quinet, Paris 14ème).

— LE LIBERTAIRE : n° 7 (220, rue Vivegnis, Liège).

— VOIX DE LA PAIX : n° 201 (Banchet, 36, rue Maréchal Foch, B.P. 2014, Villiers-sur-Mer).

— ESPRIT LIBRE : n° 52 (7, rue Boucaut, Paris 15ème).

— L'ACTION DEMOCRATE : n°s 1 et 2 (Grégoire, 79, avenue P. Clerdent, C.O.O. Trois Ponts, Belgique) - Bulletin des Groupes d'Action et Renovation Socialiste (G.F.A.R.S.), appel au soutien du mouvement de libération palestinien - Evolution de l'emploi sous le système capitaliste belge.

— LE BRULOT : n° 59 (Dassonville, 30 B, rue Molière, 93 Bagnolet).

— PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS : n° 28 (1, Grande rue, Crisenoy 77 Guignes. -). bref aperçu historique mondial et français de la déchéance imputable aux rayonnements ionisants.

— REVOLUTION PROLETARIENNE : (21, rue J. Robert, Paris 18ème) n° 251 - « après le congrès des instituteurs ».

en Espagnol :

— LA PROTESTA : Argentine, n° 8112, avril 1969 - dans les pages centrales, traduction du dernier chapitre du livre de Cohn-Bendit : « Le Gauchisme » - n° 8114 : Document du mouvement Juvenile Révolutionnaire en Tchecoslovaquie.

— ESFUERZO : n°12 - Bulletin Pedro Adan - 47, rue Richard Gardebled - 93 Rosny-sous-Bois.

— LA BATALLA : (POUM) n° 170 -74, rue de Charonne. Intéressant récit de la lutte des travailleurs de l'entreprise UNINSA aux Asturies.

— REGENERACION : (FAM) mai-juin 69 - E. Castrejon Apartado 9090 - Mexico I.D.F. - Lettre du Tchèque Luděk Pachman à Fidel Castro - « ...dans la lutte des idées contre les tanks, du droit contre l'injustice, vous aurez à regretter un jour d'avoir choisi le mauvais côté ».

— ESPOIR (C.N.T.) Bourse du Travail - Place St-Sernin,

31 Toulouse - 5-10-69 - n°s 381 au 402. Dans ce numéro 402 dossier sur la situation des prisonniers politiques (Burgos, Palencia, Puerto de Santa Maria, etc...) et les conditions sanitaires, les punitions, l'exploitation et les représailles auxquelles ils sont soumis.

A propos de spontanéité aux Asturies grèves bien souvent solidaires, nous citons cette phrase de F. Montseny : « ...une spontanéité née des conditions individuelles de type humain auquel nous les celtes-ibères, appartenons. Un allemand a besoin d'être commandé pour réaliser quelque chose de grand. En Espagne, en règle générale, quand on nous commande, nous ne faisons rien... ». Qui dit mieux comme internationaliste et libertaire ?

— ACCION COMUNISTA : Revue marxiste n° 11 - A. Sochon - Le Bois des Roches - 4-1-2 - 91 St-Michel-s-Orge. Aujourd'hui pour les comités d'usines (grèves du Pays Basque) - Comme hier pour les commissions ouvrières, dans la perspective des conseils ouvriers pour en arriver au parti marxiste instrument de la classe pour la conquête du pouvoir. Par ailleurs, ils appellent révolution et socialisme défectueux mais socialisme quand même, les régimes capitaliste d'Etat de la Russie à Cuba, Nor-Viet-Nam, etc...

Chronique d'une lutte dans une entreprise métallurgique Blansol SL (près de Barcelone), lutte qui s'étend de mai à novembre 68.

PUBLICATIONS ANGLAISES

U.S.A.

— SPEAK OUT : juillet-août 69 - publié par Facing Reality Committee 14131, Woodward Avenue, Detroit, Michigan 48203.

— NEWS AND LETTERS : août-septembre 69 - 415 Brainard, Detroit Michigan, 48201 — remarqué « inflation galopante, accroissement du chômage, et le plan Nixon ».

— INDEPENDANT SOCIALIST : septembre 69 - P.O. Box 121 - Berkeley - California 94 701 — deux longues études sur la scission de la S.D.S. d'une part et sur la résistance des G.I. - remarqué également les articles sur la répression et le problème du fascisme.

— INDUSTRIAL WORKER : août 69 - organe mensuel des I.W.W. - 2422 N. Halsted Street - Chicago, Ill. 60 614.

— SITUATIONIST INTERNATIONAL : n° 1, juin 69 - S.I. P.O. Box 491 - Cooper Station - New-York - N.Y. 10 003.

— VETERANS STARS AND STRIPES FOR PEACE : n° 2 avril 69.

A.F.P. : n° 2 - La voix des aviateurs - P.O. Box 2325 - Station A. Champaign, Ill. 61820 — deux des nombreux journaux (il en est cité 22) qui font une propagande active contre la guerre au sein des G.I. Rappelons celui déjà mentionné dans I.C.O. :

— VIETNAM G.I. : P.O. Box 9273 - Chicago, Ill. 60 690.

— BERKELEY LIBERATION PROGRAM : un énorme tract présentant le programme d'étudiants à former des comités de libération.

Nous avons également reçu un des tracts de la S.D.S. contre la Conférence Internationale des Industriels, tenue du 15 au 19 septembre à San Francisco. - Organisations : David Rockefeller (de la Chase Bank), R. Blough de l'U.S. steel, Ed. Kaiser (Kaiser Aluminium), etc...

GRANDE-BRETAGNE

— SOLIDARITY : n°s juillet et septembre - c-o Russel 53 A. Westmoreland Road - Bromley BR 2 CTQ. dans le numéro de septembre : le nouveau prolétariat, Ulster, grève sauvage dans une usine Ford de New-Jersey (U.S.A.).

— FREEDOM : hebdomadaire anarchiste - 84 B Whitechapel High Street, Whitechapel E.I.

— BLACK AND RED : publié par North West Federation of Anarchists - adresse : Phil. 8, Stonecroft Road, Leyland.

— BULLETIN OF ANARCHIST BLACK CROSS : août-sept. 69 - adresse : 735, Fulham Road, London - S.W. 6.

INDE

— SARVODAYA : août 69 - adresse : Thanjavur - Tamilnadu State - India.

revue mensuelle vieille de 19 ans, consacrée à la propagation de l'idéologie de Mahatma Gandhi.

— DES CAMARADES DE PARIS ont édité un tract imprimé contenant trois textes sur la Tchécoslovaquie :

--- La résistance tchèque s'organise,

--- projet de programme d'un parti révolutionnaire socialiste (tchécoslovaque),

--- remarques à propos du précédent projet (un étu.)

Voici le préambule de ce tract :

Au moment de publier les textes qui suivent, la presse annonce que le ministre français des Affaires étrangères organise, outre la visite à Moscou de M. Pompidou, la venue de M. Gromyko à Paris, début 1970, et la venue de MM. Podgorny et Kossyguine en 1971.

En même temps, on annonce de part et d'autre que les hommes d'affaires russes et français sont tout à fait satisfaits du développement de leurs relations.

Ainsi, à la provocation permanente que constitue le fait que le régime russe habille sa politique contre-révolutionnaire d'une phraséologie plus ou moins dérivée du marxisme, s'ajoute la provocation supplémentaire d'une visite à Paris des dirigeants russes, deux ans après les luttes de mai 1968 et après l'invasion militaire de la Tchécoslovaquie.

Par la même occasion, l'anticommunisme bourgeois jette le masque. Après avoir utilisé pendant des années l'épouvantail du régime dit « soviétique » contre le mouvement ouvrier français, la bourgeoisie est maintenant disposée à jeter le voile sur les crimes du régime russe pour commencer et s'allier avec lui.

Les visites des dirigeants français à Moscou, celles des dirigeants russes à Paris, ont une seule signification : LA CONTRE-REVOLUTION S'ORGANISE.

Il n'en est que plus nécessaire d'unifier les forces révolutionnaires.

En Russie, en dépit d'un régime totalitaire terriblement efficace, l'opposition commence à se manifester, ainsi que dans toutes les démocraties populaires.

En France, si l'on en juge par les progrès actuels du mouvement révolutionnaire dans la classe ouvrière, M. Pompidou semble bien présomptueux lorsqu'il prétend assurer en 1971 la sécurité des dirigeants russes qu'il ose inviter à Paris.

En tout cas, pour les forces révolutionnaires en France, par solidarité avec nos camarades tchécoslovaques, par solidarité avec la classe ouvrière russe, et avec tous les révolutionnaires russes emprisonnés, un objectif s'impose : CONTRAINDRE le gouvernement FRANÇAIS à mobiliser pour protéger de la colère des travailleurs son invité GROMYKO, autant de flics que pour protéger de cette même colère le vice-président américain Humphrey.

PAS DE DIRIGEANTS RUSSES A PARIS TANT QU'ILS SONT A PRAGUES !

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

En voici la tén :

Publiez vous-mêmes les textes que vous désirez voir diffusés. Ce tract a été tiré à 5000 exemplaires.

Si vous estimez qu'il mérite une plus grande diffusion, sachez que chaque nouveau tirage de 5000 revient à environ 100 F.

Il sera effectué exactement autant de tirages de ce tract que le permettra l'argent reçu au :

C.C.P. Mme Delaporte Raymonde - Paris - 23 595-83

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I.C.O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela nous préconisons la mise sur pied des comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des réalisations internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leurs fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS 19e

Abonnement : Un an - 12 numéros : 12 F.

Versements : I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS